



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 15 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Implantée près de Rouen, l'entreprise Lucibel placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce – PARIS NORMANDIE

Colère agricole

- Colère des agriculteurs en Seine-Maritime : opération escargot et barrage filtrant près de Rouen ce jeudi – 76ACTU
- « C'est honteux ce qu'il se passe » : La Chaussée retire le drapeau européen pour soutenir les agriculteurs - 76ACTU

EPR Penly

- Quelle est cette commune de Seine-Maritime qui ouvre son premier quartier dédié aux travailleurs ? – PARIS NORMANDIE

Tempête Goretti

- Météo. Après le passage de la tempête Goretti, un nouveau coup de vent annoncé en Normandie ? – PARIS NORMANDIE
- À Dieppe, la jetée Ouest inaccessible après les dégâts causés par la tempête Goretti – PARIS NORMANDIE
- Tempête Goretti : la jetée ouest du port de Dieppe fermée "jusqu'à nouvel ordre" le temps d'évaluer les dégâts – ICI NORMANDIE
- Hattenville. Plusieurs jours sans électricité : "On a perdu de la nourriture" – LE COURRIER CAUCHOIS
- Doudeville. La tempête a détruit cette ancienne étable – LE COURRIER CAUCHOIS
- Houpeville coupée du réseau des transports en commun depuis la tempête Goretti – PARIS NORMANDIE

Sécurité

- Seine-Maritime. Sécurité routière : 46 tués sur les routes en 2025 – LE COURRIER CAUCHOIS
- Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri » - PARIS NORMANDIE
- À Rouen, « l'évadé » de la prison Bonne-Nouvelle avait perdu la tête – PARIS NORMANDIE

Collectivités locales et équipements publics

- «Je ne les replacerai pas »_ opposés au Mercosur, des maires ruraux décrochent le drapeau européen en soutien aux agriculteurs – LE FIGARO
- Un maire remplace le drapeau européen par celui des Jeunes Agriculteurs : "On ne peut pas le laisser flotter, ils sont en train de crever" – FRANCEINFO

- Saint-Romain-de-Colbosc. La maire a réservé quelques annonces lors de ses vœux - LE COURRIER CAUCHOIS
- Port-Jérôme-sur-Seine. Perspective de législatives anticipées : "il ne faut pas que les collectivités locales soient les victimes d'une décision nationale" pour le président de Villes de France - LE COURRIER CAUCHOIS
- D'ici fin 2027, la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Valmont « pour attirer de jeunes – PARIS NORMANDIE
- Montivilliers cherche des médecins pour son nouveau pôle santé, au pied du futur tramway – 76ACTU
- À Offranville, le député Patrice Martin alerte sur les fragilités économiques du territoire - 76ACTU

Travaux et aménagement

- FLASH INFO : Seine-Maritime. Le lycée Georges-Baptiste à Canteleu fermé jeudi et vendredi pour des travaux d'urgence – INFONORMANDIE
- Dans un état de dégradation préoccupant, le lycée George Baptiste de Canteleu fermé deux jours pour des travaux d'urgence – BFMTV
- Port-Jérôme-sur-Seine. Pourquoi quatre des six déchetteries de Caux Seine agglomération sont concernées par des fermetures temporaires ? – LE COURRIER CAUCHOIS
- À Elbeuf, la place devant l'hôtel de ville termine sa métamorphose – PARIS NORMANDIE
- À Rouen, les travaux de renaturation du cours Clemenceau et de la rue Saint-Sever achevés – PARIS NORMANDIE

Social et société

- Le site AXA d'Isneville, partenaire des Bureaux du cœur, accueille des personnes sans logement, en réinsertion – ICI NORMANDIE

Patrimoine

- Rouen : deux joyaux du XXe siècle classés Monuments Historiques – LA GAZETTE FRANCE

Environnement

- "Ce lien entre la mort et la vie est intéressant". Dans cette ville, on se chauffe grâce au crématorium - FRANCE3

Municipales 2026

- « Adopter ça à trois mois des élections... » : le développement de la vidéoprotection à Dieppe fait réagir - 76ACTU
- Quincampoix. A Quincampoix, le maire Eric Herbet est candidat à sa réélection – LE COURRIER CAUCHOIS
- La Métropole de Rouen défend une logique transpartisane – La gazette France
- Oudalle. Le maire souhaite arrêter, mais qui pour prendre la relève ? – LE COURRIER CAUCHOIS
- Cany-Barville. Eric Toulic a une priorité : agir pour la commune de Cany-Barville – LE COURRIER CAUCHOIS

- Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ? – PARIS NORMANDIE
- Municipales 2026. Quand l'application de rencontres Tinder s'immisce dans la campagne – PARIS NORMANDIE
- Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat - 76ACTU
- Près de Rouen : en "chef d'orchestre", ce maire referme la partition après une dernière cérémonie des vœux - 76ACTU

Mobilité

- Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau Astuce se poursuit en 2026 – PARIS NORMANDIE
- Au Havre, des médiateurs parcourent le chantier du tramway à la rencontre des riverains – PARIS NORMANDIE

Acteurs publics

- Numérique : le gouvernement précise ses ambitions en matière de commande publique
- A deux mois des municipales, l'exécutif se positionne pour faciliter la création des communes nouvelles
- Logement des agents publics : le ministre mobilise les préfets

Implantée près de Rouen, l'entreprise Lucibel placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce

Stéphane SIRET

5-7 minutes

L'entreprise innovante Lucibel vient d'être placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Rouen. Spécialisée dans les systèmes lumineux à destination des marchés de luxe et de l'art, Lucibel emploie une cinquantaine de salariés. Elle avait été relocalisée de Chine en 2014.



D'abord installée à Barentin, Lucibel a déménagé au Houllme en 2024. - PND



Publié: 14 Janvier 2026 à 23h25 Temps de lecture: 3 min

Fondée en 2009, l'entreprise [Lucibel](#), qui emploie une cinquantaine de salariés, a été placée en redressement judiciaire mardi 13 janvier 2026 par le tribunal de commerce de Rouen. Cette décision fait suite, selon un communiqué de la société normande, à « *une profonde restructuration* » engagée depuis deux ans. Une procédure similaire sera sollicitée pour sa filiale [Lucibel.le Paris](#), spécialisée dans les masques de beauté lumineux.

« Un plan d'apurement »

Pour la direction de Lucibel, il s'agit d'une « *décision technique* »

qui ouvre « *une période d'observation de six mois, durant laquelle l'activité de la société se poursuit. Cette période permettra à Lucibel de bâtir un plan d'apurement de son passif afin de parachever le processus de restructuration, sous le contrôle des organes de la procédure* », explique encore l'entreprise cotée sur le marché Euronext Growth Paris.

Aujourd'hui installée au Houlme et disposant également d'un site de production à Montreuil, en Île-de-France, Lucibel a été fondée en 2009 par Frédéric Granotier, par ailleurs président de [Rouen Normandy Invest](#), une structure destinée à favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire de la métropole de Rouen et du secteur Seine-Eure (Louviers/Val-de-Reuil).

Une entreprise innovante

Spécialisée dans la technologie Led – en particulier avec [LiFi](#), qui permet d'accéder à internet via la lumière – l'entreprise conçoit, développe et fabrique des applications et dispositifs lumineux à destination des mondes du luxe et de l'art. Entreprise innovante, Lucibel était, en 2023, le deuxième déposant de brevets en Normandie dans la catégorie PME, d'après le classement de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). Chaque année, elle consacre environ 20 % de ses effectifs à la Recherche & Développement.

En bourse depuis 2014, année où Frédéric Granotier a décidé de [relocaliser sa production](#) de la Chine vers [Barentin](#) (sur le site de l'ancienne usine Schneider Electric), ce qui lui valut, huit ans plus tard, de recevoir le trophée PME RMC dans la catégorie « Fabriqué en France », Lucibel n'a enregistré qu'une seule année bénéficiaire, en 2023. Malgré [un repositionnement stratégique](#) sur le marché du luxe, l'entreprise a connu une année 2024 difficile avec, selon le site [BFMBourse](#), une chute de 30 % du chiffre d'affaires due, entre autres, à la non-reconduction d'un contrat avec la maison Dior. Lucibel a ainsi fini 2024 avec une perte nette d'exploitation de 1,8 million d'euros.

Pertes en bourse

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires était en léger recul de 3 % et la marge brute avait augmenté par rapport à l'année précédente. Malgré cette progression, Lucibel a été contrainte de chercher de nouvelles solutions en passant par le tribunal de commerce de Rouen. Sitôt la décision de redressement judiciaire rendue publique, [les actions](#) de l'entreprise ont perdu 30 % de leur valeur pour terminer à 6,50 euros à la fermeture contre un peu plus de 10,30 euros à l'ouverture mercredi 14 janvier 2026.

Lire aussi

[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire](#)

[de La Vaupalière ne se représente pas](#)

[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)

[Houpeville coupée du réseau des transports en commun depuis la tempête Goretti](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire de La Vaupalière ne se représente pas](#)



[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)





[Houpeville coupée du réseau des transports en commun depuis la tempête Goretti](#)



[À Rouen, « l'évadé » de la prison Bonne-Nouvelle avait perdu la tête](#)



[À Canteleu, le lycée hôtelier fermé deux jours pour des travaux d'urgence](#)



[Un enfant de 5 ans percuté par une voiture qui prend la fuite, à Darnétal](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Colère des agriculteurs en Seine-Maritime : opération escargot et barrage filtrant près de Rouen ce jeudi

3-4 minutes

Le syndicat d'agriculteurs Coordination rurale en Seine-Maritime organise une action jeudi 15 janvier 2026, sur l'autoroute A28 et dans l'agglomération de Rouen.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Coordination rurale](#)

[Manifestations](#)



Des tracteurs vont emprunter l'autoroute A28 en Seine-Maritime jeudi 15 janvier 2026 (©Archives/Le Réveil)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 14 janv. 2026 à 19h12

Une nouvelle journée de mobilisation des agriculteurs — qui contestent notamment l'accord avec le Mercosur — se prépare en [Seine-Maritime](#). Après [l'action conduite sur le port du Havre](#), à l'initiative des Jeunes agriculteurs lundi 12 janvier 2026, ce sera du côté de l'A28 et de l'agglomération de Rouen, jeudi 15 janvier, à l'initiative cette fois-ci de la [Coordination rurale](#).

Vérification de l'origine des produits chez Metro

« Le rendez-vous est donné à 13 h au **rond-point du Moulin d'Écalles**, informe Dorian Havé, éleveur de bovins à Sainte-Croix-

Sur-Buchy, responsable jeunes au sein de la Coordination rurale 76. Nous partirons ensuite vers 13 h 45 en opération escargot sur l'A28, avec peut-être entre 30 et 40 tracteurs. »

Là, direction l'agglomération de Rouen, avec un **arrêt prévu chez le grossiste Metro à Sotteville-lès-Rouen**, où des vérifications d'origine des produits seront faites, [comme cela avait le cas en janvier 2025](#). Ce sera à partir de 15 h-15 h 30, et cela devrait durer une heure et demie.

Ensuite, le cortège ira se positionner sur le rond-point des vaches, à Saint-Étienne-du-Rouvray, où un barrage filtrant des camions sera organisé, avec là aussi pour objectif de vérifier l'origine des marchandises transportées.

« Nous voulons retrouver de la compétitivité »

« Nous allons rester sur place une bonne partie de la nuit, annonce Dorian Havé. Nos revendications sont hélas toujours les mêmes. Sur le Mercosur nous sommes quelque peu résignés, on voit que la France autrefois grande puissance agricole n'a plus les rênes en Europe. Et les mesures annoncées par le gouvernement ne sont qu'un petit pansement sur une plaie ouverte. »

Nous, ce que nous voulons c'est retrouver de la compétitivité, pas de vivre d'aides. Mais pour cela il faudrait moins de règles et de normes pénalisantes pour nos activités.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« C'est honteux ce qu'il se passe » : La Chaussée retire le drapeau européen pour soutenir les agriculteurs

~3 minutes

La maire de La Chaussée, près de Dieppe (Seine-Maritime), Séverine Lemoine, a décidé de ne plus faire flotter le drapeau européen devant sa mairie en soutien au mouvement agricole.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Commerce](#)

[Union européenne](#)



La maire de La Chaussée, près de Dieppe (Seine-Maritime), Séverine Lemoine, a décidé de ne plus faire flotter le drapeau européen devant sa mairie. ©Archives/Les Informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 15 janv. 2026 à 11h02

« Si nous, on ne le fait pas, je ne sais pas qui va le faire », explique simplement [Séverine Lemoine](#). La maire de la commune de [La Chaussée](#), près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), a décidé de ne plus faire flotter le drapeau de l'[Union européenne](#) devant sa mairie.

Un geste symbolique pour soutenir le mouvement agricole en cours dans tout le pays. Les agriculteurs français se battent depuis plusieurs semaines contre l'adoption du traité de libre-échange commercial entre l'Union européenne et les pays du Mercosur.

Ce traité ayant été voté au niveau européen, les pays d'Amérique

du Sud pourront échanger librement leurs produits avec les pays de l'Union européenne dont leur viande. Or, les éleveurs sud américains utilisent des techniques aujourd'hui interdites en France.

« On laisse les agriculteurs de côté, c'est honteux »

Ils vont donc pouvoir proposer des produits moins chers, ce qui constitue, pour les agriculteurs français, une concurrence déloyale. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, devrait se rendre en Amérique du Sud dans les prochaines semaines pour signer le traité.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Nous sommes une petite commune de 560 habitants et nous avons encore trois exploitations agricoles. Nous avons été contents de les avoir pendant le Covid et là on les laisse un peu de côté, c'est honteux ce qu'il se passe », ajoute Séverine Lemoine. Pour elle, la décision de baisser le drapeau européen était logique.

« Ça s'est fait de manière assez naturelle. Pour les agriculteurs dans leur ensemble, ça devient compliqué », conclut l'élue.

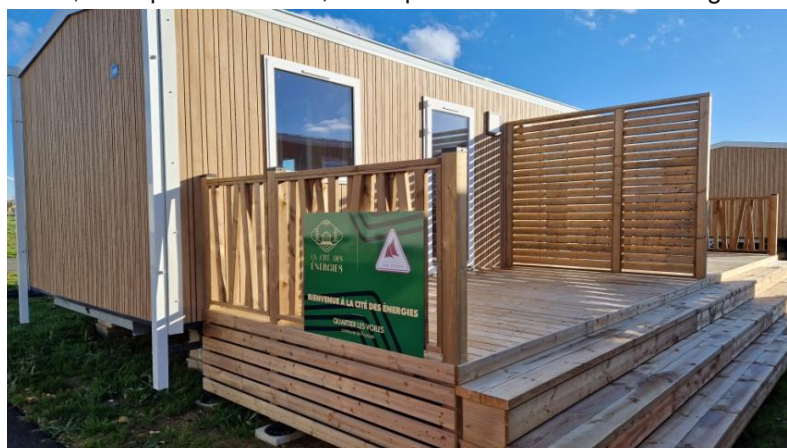
Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Quelle est cette commune de Seine-Maritime qui ouvre son premier quartier dédié aux travailleurs ?

Xavier Togni

7-9 minutes

Comptant 100 logements, ce nouveau quartier de la cité des Énergies est situé dans le camping privé de Flocques, à proximité du Tréport. Principalement destiné aux travailleurs du chantier de l'EPR, mais pas seulement, il comprendra aussi une conciergerie.



Le camping les Voiles, à Flocques, accueille le premier quartier de la Cité des Énergies, un ensemble de 100 logements temporaires pour travailleurs, ceux du chantier EPR mais pas seulement.



Ce quartier pilote de la cité des Énergies comprend 40 mobile-homes, divisés en deux appartements ou trois studios, selon les besoins des travailleurs.





L'intérieur d'un appartement, composé d'une pièce à vivre avec cuisine, d'une chambre, d'une salle d'eau et d'un WC.



L'intérieur d'un appartement, composé d'une pièce à vivre avec cuisine, d'une chambre, d'une salle d'eau et d'un WC.



L'intérieur d'un studio, avec sa kitchenette.



Ce quartier pilote de la cité des Énergies comprend 40 mobile-homes, divisés en deux appartements ou trois studios, selon les besoins des travailleurs.



Ce quartier pilote de la cité des Énergies comprend 40 mobile-homes, divisés en deux appartements ou trois studios, selon les besoins des travailleurs.



Publié: 14 Janvier 2026 à 19h31 Temps de lecture: 1 min

C'est le premier projet de logements lié au [chantier EPR de Penly](#) à se concrétiser. Le « *quartier pilote* » de la cité des Énergies vient de sortir de terre à Flocques, village voisin du Tréport. Un ensemble de 40 mobile-homes, comprenant deux ou trois appartements suivant les modèles, pour un total de 100 lits. Il a été implanté sur un hectare au fond du camping privé Les Voiles, qui a ouvert en 2024 et reste en partie dévolue à l'activité touristique.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Une marque déposée »

Le patron de l'établissement, Benoît Vigouroux, s'est lancé dans cette nouvelle aventure grâce à son association avec Olivier Brousse, un investisseur fort d'une longue expérience dans l'hôtellerie de plein air (il a notamment fondé le réseau Flower Campings), fondateur de la société Solutions et Territoires. Celui-ci, engagé contre « *le mal-logement* » et conscient de l'enjeu pour de tels chantiers, avait « *ce projet en tête depuis longtemps* ». Il veut proposer de « *l'hébergement temporaire de qualité* » aux employeurs et à leurs équipes, avec ce concept de cité des Énergies : « *Une marque déposée.* »

Mille lits d'ici 2027

Ce premier quartier va leur permettre de se faire connaître auprès

des décideurs. Car l'objectif est d'avoir mille lits d'ici 2027, répartis dans plusieurs quartiers provisoires entre Dieppe et les Villes sœurs. Pour cela, ils font appel aux communes, aux exploitants agricoles et même aux particuliers pour trouver les terrains nécessaires. Ceux-ci seront loués aux propriétaires et aménagés via un permis précaire, le temps du chantier des EPR (une dizaine d'années), avant d'être remis en état, si nécessaire. *« La durée d'installation est d'environ six mois, ce qui est beaucoup plus rapide que de l'habitat classique. Et l'investissement est d'environ 30 000 euros par hébergement, ce qui n'est pas très cher »*, précise Olivier Brousse.

Répondre aux différents besoins des travailleurs

Le principe est de fournir un logement tout équipé et confortable, *« où l'on peut se sentir bien sur une période longue »*. Aux Voiles, certains mobile-homes sont divisés en deux appartements avec pièce à vivre et kitchenette, chambre, salle d'eau, WC. D'autres comprennent trois studios. Ils peuvent ainsi répondre aux différents besoins des travailleurs, qu'ils viennent en continu pour plusieurs mois ou plusieurs semaines, ou du lundi au vendredi avec retour chez eux le week-end. Le tout pour un loyer mensuel de 500 à 600 euros.

« Nous ne sommes pas des marchands de sommeil »

Mais les deux associés insistent surtout sur l'originalité du concept, bien loin de ce qu'ils ont pu voir à Flamanville (où a été construit le premier EPR de France), avec des murs d'habitats modulaires et des locataires livrés à eux-mêmes. *« Ce n'est pas un village-dortoir, nous ne sommes pas des marchands de sommeil »*, insiste Olivier Brousse. *« On ne se contente pas de loger, poursuit Benoît Vigouroux. Notre idée est de privilégier leur bien-être, et d'intégrer ces résidents à la vie de la commune, de leur proposer des services. »*

Mise en relation avec des commerces locaux

« Nous avons travaillé avec deux sociologues, qui ont étudié le cas de Flamanville, où des travailleurs sont restés jusqu'à 7 ans, rapporte Olivier Brousse. S'ils sont trop déconnectés du territoire, les gens s'ennuient, ne sont pas en forme physiquement et moralement. Ils nous ont conseillé de mettre en place une conciergerie d'intégration, pour traiter ces travailleurs comme des habitants. » Et de noter : *« Cela a des bénéfices à la fois pour les employeurs, leurs salariés, et la commune. »*

Les utilisateurs pourront être mis en relation avec des commerces locaux (alimentation, pressing, coiffeur...), découvrir les activités des associations sportives ou culturelles du coin, pour s'occuper

pendant leur temps libre, ou encore profiter des installations touristiques du camping, qui va d'ailleurs poursuivre son développement, avec des mobile-homes supplémentaires, un snack-bar, une piscine, etc.

Penly, mais pas que...

« La cité des Énergies concerne d'abord Penly, mais ça ne lui est pas réservé, souligne Benoît Vigouroux. D'autres travailleurs peuvent venir. Par exemple, j'ai été sollicité par des patrons-pêcheurs pour héberger des matelots quand ils sont à terre. »
Olivier Brousse ajoute : *« J'ai été aussi contacté par des enseignantes, qui doivent venir dans la région pour une année scolaire. »* Les deux associés visent à terme « 80 % de taux d'occupation. »

Lire aussi

[« On fait la popotte et on papote », à Saint-Valery-en-Caux, un atelier réunit les générations](#)

[Auffay : l'ancienne quincaillerie du village retrouve une seconde vie](#)

[Saint-Valery-en-Caux : le Rotary contribue à l'achat d'équipements pour les sauveteurs en mer](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Flocques \(Seine-Maritime\)](#) [Le Tréport \(Seine-Maritime\)](#) [Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[À Dieppe, un père est suspecté de donner de violentes corrections à son garçon de 5 ans](#)



[Près de Dieppe, où était parti le coq de l'église du village soufflé par la tempête Goretti ?](#)



[« Je jouais avec un petit avion » : naissance d'une vocation de ce jeune pilote de 17 ans à l'aérodrome de Dieppe](#)



[« On fait la popotte et on papote », à Saint-Valery-en-Caux, un atelier réunit les générations](#)





[Auffay : l'ancienne quincaillerie du village retrouve une seconde vie](#)



[Saint-Valery-en-Caux : le Rotary contribue à l'achat d'équipements pour les sauveteurs en mer](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Météo. Après le passage de la tempête Goretti, un nouveau coup de vent annoncé en Normandie ?

Garance Ferrard

2-3 minutes

Alors que la tempête Goretti a violemment frappé la Normandie, il y a presque une semaine, un nouveau coup de vent est annoncé dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 janvier 2026.



Publié: 14 Janvier 2026 à 10h52 Temps de lecture: 1 min

Une nouvelle perturbation en Normandie ? C'est plus que probable.

[La Chaîne météo](#) annonce un coup de vent, dans la journée et dans la nuit du jeudi 15 janvier 2026. On fait le point.

Il devrait d'abord frapper les côtes bretonnes dans l'après-midi de jeudi avant d'arriver dans la soirée du côté de la Normandie. Des rafales de 80 à 100 km/h sont attendues. Dans les terres, le vent pourrait atteindre 70 à 80 km/h. On ne devrait donc pas atteindre les rafales impressionnantes de la tempête Goretti. Selon [Météo Basse-Normandie](#), il ne s'agit pas d'une tempête mais bien d'un coup de vent, un phénomène météorologique plutôt classique a cette période de l'année.

Soyez prudents

La prudence reste pour autant de mise. En effet, les vents forts de la tempête Goretti ont grandement fragilisé branches, arbres et autres structures. Cependant, Météo France a placé deux départements, la Manche et le Calvados, en vigilance jaune vent pour la journée de jeudi. Il est toujours bon de rappeler quelques conseils :

- Limitez vos déplacements
- Ne vous promenez pas sur le littoral ou en forêt
- Rangez ou fixez les objets sensibles aux effets du vent

Lire aussi

[Balkany un peu plus libre à Giverny : le parquet d'Évreux fait appel](#)

[Un « divorce » houleux dans le hall de la cour d'appel de Rouen](#)

[Alençon : un appel à artisans d'art pour la maison des 7 colonnes,
emblème du centre historique](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

À Dieppe, la jetée Ouest inaccessible après les dégâts causés par la tempête Goretti

Paris Normandie

~3 minutes

À la suite de dégradations causées par la tempête Goretti, Ports de Normandie a décidé de fermer l'accès à la jetée Ouest à Dieppe. Des travaux vont être réalisés.



Publié: 14 Janvier 2026 à 10h33 Temps de lecture: 2 min

La jetée Ouest du port de Dieppe est fermée au public jusqu'à nouvel ordre. Cette décision a été prise par Ports de Normandie, propriétaire de l'ouvrage, à la suite de dégradations constatées après le passage de la [tempête Goretti](#), la semaine dernière.



La jetée est désormais fermée au public jusqu'à nouvel ordre. -
Photo Paris Normandie

Plusieurs désordres ont en effet été relevés sur cet ouvrage emblématique du port. Par mesure de précaution, l'accès a été interdit afin de « *garantir la sécurité du public* », indique Ports de Normandie. La fermeture concerne l'ensemble de la jetée, y compris l'accès au local de la Société nationale de sauvetage en

mer (SNSM).

Des investigations techniques sont actuellement menées pour évaluer précisément l'étendue des dégâts et déterminer les travaux nécessaires. En attendant les conclusions de ces expertises, Ports de Normandie a choisi de profiter de cette période d'inaccessibilité pour regrouper plusieurs interventions.

Désordres structurels

Parmi les travaux programmés figurent notamment des opérations de maintenance sur l'estacade en bois, initialement prévues à partir de la mi-février, le remplacement d'un caillebotis, ainsi que le traitement de désordres structurels mineurs sur le dernier caisson Jarlan de la jetée.

L'objectif affiché est de coordonner au maximum ces chantiers afin de réduire le temps de fermeture et les nuisances pour les riverains et les usagers du port. Ports de Normandie souligne que cette fermeture, « *prise à titre préventif* », reste indispensable tout en rappelant qu'elle vise avant tout à « *assurer la sécurité de tous* ».

Lire aussi

[Quelle est cette commune de Seine-Maritime qui ouvre son premier quartier dédié aux travailleurs ?](#)

[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[« On fait la popotte et on papote », à Saint-Valery-en-Caux, un atelier réunit les générations](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Tempête Goretti : la jetée ouest du port de Dieppe fermée "jusqu'à nouvel ordre" le temps d'évaluer les dégâts - ICI

Emmanuel Grabey

3-4 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Jeudi 15 janvier Fête des Rémi

Jeudi 15 janvier Fête des Rémi

La jetée a été endommagée par le passage de la tempête Goretti ©
Aucun(e) - Ports de Normandie

Publié le mercredi 14 janvier 2026 à 15:20

Ports de Normandie annonce ce mercredi 14 janvier la fermeture "jusqu'à nouvel ordre" de l'accès à la jetée ouest du port de Dieppe, le temps d'évaluer les dégâts causés par la tempête Goretti et de faire les travaux nécessaires.

L'accès à la jetée ouest du port de Dieppe, celle au bout de laquelle se trouve le phare, est fermé jusqu'à nouvel ordre. Ports de Normandie, qui gère la structure, l'a annoncé ce mercredi 14 janvier 2026. Cela fait suite au [passage de la tempête Goretti](#). Plusieurs désordres ont été constatés. La décision est prise à titre préventif, et concerne également l'accès au local de la SNSM. Des contrôles techniques sont en cours pour évaluer précisément l'ampleur des dégâts et les travaux nécessaires.

Ports de Normandie va profiter de cette fermeture pour réaliser des travaux déjà programmés :

- maintenance de l'estacade bois (prévue à partir de mi-février)
- remplacement d'un caillebotis
- traitement de désordres structurels mineurs sur le dernier caisson Jarlan de la jetée.

- [Chantiers – Travaux](#)
- [Tempêtes](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La première pierre de la "chatière" du port du Havre, ce chenal facilitant la navigation entre Port 2000 et la Seine a été posée ce 17 mars. Ampleur et durée des travaux, déminage, mesures de protection de l'environnement, retour sur un chantier pharaonique qui aura mis 20 ans à voir le jour.

Le 17/03/2025 à 17:19

- En raison de la tempête Goretti, annonçant des vents jusqu'à 140 km/h, la SNCF annonce la suspension de toutes les circulations ferroviaires en Normandie entre jeudi 8 janvier au soir et vendredi 9 novembre dans l'après-midi.

Le 07/01/2026 à 17:55

- La préfecture de la Seine-Maritime ferme les ponts de Normandie, de Tancarville et de Brotonne de 22 heures ce jeudi 8 janvier pour une durée indéterminée. Des vents atteignant 90 à 110 km/h dans les terres, jusqu'à 150 km/h sur le littoral, sont attendus lors du passage de la tempête Goretti.

Le 08/01/2026 à 11:46

- La tempête Benjamin va toucher la Normandie à partir de jeudi 23 octobre 2025. Des rafales à près de 110km/h sont attendues et certaines municipalités ont déjà annoncé plusieurs mesures de précaution.

Le 22/10/2025 à 15:50

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Hattenville. Plusieurs jours sans électricité : "On a perdu de la nourriture"

Anaëlle Dessole

3-4 minutes

"On a perdu la nourriture. Je ne sais même pas comment faire auprès de l'assurance. S'il faut des factures, on ne garde pas des preuves de tout ce qu'on achète et qu'on met dans le frigo". Mardi 13 janvier, vers 12 heures, Bernard Dufresne est sorti de chez lui. Il se trouve chemin de la Prairie, près des engins Enedis. Les agents sont sur place depuis 9 h 30, ils annoncent un retour de l'électricité à 13 heures. L'équipe n'est pas du coin, elle vient du Var. Les techniciens sont à pied d'œuvre afin de rétablir le service pour une trentaine d'habitations. Un arbre est tombé sur les câbles et c'est l'une de leurs dernières interventions.

"Nous n'avions pas de chaudière, pas d'eau chaude, si besoin nous allions chez les enfants"

Mais ce n'est pas la première fois que Bernard Dufresne doit prendre son mal en patience. *"J'habite ici depuis 28 ans. Quand on est privé d'électricité, en général ça dure. C'est au moins la troisième fois que ça nous arrive !"* Mais le Cauchois est bricoleur. Il dispose d'un groupe électrogène, et en cuisine, il a une gazinière. Ce qui a permis de traverser ces presque cinq jours sans électricité de manière moins difficile que certains de ses voisins. *"Nous n'avions pas de chaudière, pas d'eau chaude, mais on a des réchauds, et puis si besoin nous allions chez les enfants".* Entre riverains, ils se sont inquiétés les uns des autres. *"Nous sommes allés voir comment ça se passait, chez mon voisin, seul. Pour l'une de mes voisines, âgée, impossible de trouver un groupe électrogène. Tout est pris. Elle est partie chez son fils".* Comme elle, certains des habitants des deux groupes de logements plongés dans le noir ont dû se résoudre à quitter leur maison pour être hébergés chez des proches. *"Quand il y a des enfants, en particulier",* glisse l'Hattenvillais qui regrette d'avoir eu des difficultés à joindre la mairie.

Des voisins solidaires

Le maire, Jean-François Mayer, juge cette situation exceptionnelle

et précise qu'un numéro d'astreinte était disponible. *"C'est vraiment la première fois que c'est aussi long, c'est difficile à comprendre"*. Il était auprès des équipes d'Enedis mardi matin. *"Nous n'avons pas reçu de demandes particulières des habitants, mais nous étions prêts à les accueillir à la mairie si ça avait été nécessaire, ne serait-ce que pour recharger les téléphones"*. L'édile tient à souligner la solidarité qui s'est mise en place spontanément. *"Par exemple, une des habitantes a proposé à des voisins de se doucher chez elle"*. Le retour à la normale pour l'ensemble des habitants de la commune s'est fait un peu avant 14 heures mardi 13 janvier. Une tempête qui aura marqué les esprits.

Doudeville. La tempête a détruit cette ancienne étable

Anaëlle Dessoie

2-3 minutes

Arbres tombés, ardoises et tuiles envolées chez les particuliers mais aussi sur la toiture de l'école Breton... l'heure a rapidement été au nettoyage et à la sécurisation des accès, par les services techniques. Le centre de la commune a plutôt été épargné, mais les hameaux de Vautuit, Seltot, Bosc-Mare, Bosc-Malterre, le Frenaye et du Boutfroid ainsi que la route d'Yvetot ont subi de plein fouet, les rafales de la tempête Goretti.

Les animaux épargnés

Dans le hameau de Bosc-Mare, Anne-Lise Schreiner a eu une mauvaise surprise au réveil vendredi 9 janvier. L'ancienne étable à cochons n'a pas survécu à la tempête. Avec sa fille, Liana, elle nous emmène sur place. *"J'ai eu comme un pressentiment"*, explique-t-elle. *"Les animaux n'étaient pas dans cet enclos. Jeudi soir, lorsque les prévisions annonçaient d'importantes rafales, j'ai choisi de ne pas les ramener de ce côté"*. Et bien lui en a pris. *"Quand ils sont de ce côté, ils vont se mettre en dessous, ils y ont du foin"*. Le vent a fait s'effondrer les murs du bâtiment, et la toiture a comme glissé sur le côté. C'est tombé comme un château de cartes. Mais la propriétaire prend les choses avec recul. *"Tant que la maison n'est pas touchée et que les animaux ne sont pas dessous, ça va"*. Même chose pour Liana, sa fille, qui accepte de poser pour la photo. Elle est rassurée que ses bêtes ne soient ni blessées, ni traumatisées. Elle se souviendra longtemps de la semaine qui a suivi les vacances de Noël ! Neige, verglas, tempête... c'est maintenant le travail de nettoyage qui débute parce qu'outre le bâtiment, quelques branches d'arbres ont cédé sous la violence des rafales, les clôtures ont bougé. Les autres bâtiments ont été épargnés. *"Mon mari est parti chercher un peu de matériel"*. Il était rapidement à l'œuvre. Viendra maintenant le travail des assurances.

Houpeville coupée du réseau des transports en commun depuis la tempête Goretti

Benoît MARIN-CURTOUD

5-6 minutes

La route départementale 121 entre Mont-Saint-Aignan et Houpeville est coupée depuis la tempête Goretti et les bus ne passent plus, au grand regret des habitants qui en dépendent.



Depuis la tempête Goretti et la fragilisation d'arbres sur la RD 121, ainsi que des portions de bitume dégradées, les bus ne passent plus entre Houpeville et Mont-Saint-Aignan. - Photo illustration Paris Normandie



Publié: 14 Janvier 2026 à 19h32 Temps de lecture: 1 min

La ligne 43 du réseau Astuce n'est pas la plus fréquentée de la Métropole Normandie Rouen mais c'est la seule qui traverse le village de [Houpeville](#) et ses 2900 habitants.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Depuis le passage de la [tempête Goretti](#) vendredi 9 janvier 2026, « la RD 121 entre [Houpeville](#) et [Mont-Saint-Aignan](#) est fermée à la circulation pour une durée indéterminée en raison de problèmes de sécurité. Plusieurs arbres bordant la chaussée sont tombés ou menacent de tomber à la suite de la tempête, et leurs racines ont fortement endommagé la structure de la route. La stabilité de la

voie ne peut actuellement être garantie. Une déviation est en place. Des solutions sont à l'étude, avec en priorité la sécurisation des arbres concernés, en lien notamment avec l'ONF. Un diagnostic sur site est prévu prochainement. Aucun délai de réouverture ne peut être communiqué à ce stade », avait expliqué la Métropole le jour de la tempête.

La maire de Houpeville Monique Bourget rajoute : *« Des arbres se sont renversés, les racines ont soulevé le bitume de la route et c'est vraiment très dangereux. La route est toujours fermée et la Métropole m'a dit d'étudier un passage du 43 via Notre-Dame-de-Bondeville, mais cela nécessite une coordination avec les horaires du T2. La route pourrait être réparée d'ici la fin janvier, mais nous n'avons pas de date précise ni de date pour un éventuel trajet bis de la ligne 43. »* L'élue souligne les gênes et les bouchons que cela provoque : *« une vraie galère »*.

Un impact sur les étudiants et lycéens

Résultat : le bus 43, qui est la seule ligne régulière traversant le village deux fois par heure environ, n'y passe plus au grand dam des habitants qui sont invités à se reporter sur les lignes scolaires 360 et 364. Avec, bien sûr, des horaires complètement différents et inadaptés aux besoins classiques.

« Je vis à Houpeville... Ma fille de 16 ans, scolarisée au lycée à Rouen, dépend habituellement du bus pour s'y rendre. Depuis l'arrêt du service, je dois assurer moi-même les trajets, ce qui n'est ni simple ni viable sur la durée car j'ai également une autre enfant scolarisée en primaire dans la commune que je dois déposer... Avec la route principale fermée, la circulation est fortement perturbée, il y a des bouchons énormes », explique une Houpevillaise à Paris Normandie.

Sentiment d'isolement

« Cette interruption brutale prive de nombreux habitants, notamment les actifs et les étudiants, d'un moyen essentiel pour se rendre à Rouen. Aucun service de remplacement n'a été mis en place, et ni la mairie d'Houpeville ni la Métropole de Rouen n'ont communiqué de solution concrète ni de date prévisionnelle de rétablissement de la ligne. Cette absence de transport collectif crée une véritable coupure pour la commune et renforce le sentiment d'isolement de ses résidents », confie un autre habitant.

Contacté hier, le réseau Astuce n'a pu préciser quand le service serait rétabli.

Lire aussi

[À Rouen, « l'évadé » de la prison Bonne-Nouvelle avait perdu la tête](#)

[Cabinet médical SoMed à Rouen : après la liquidation du siège, des salariés inquiets](#)

[Un « divorce » houleux dans le hall de la cour d'appel de Rouen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Houpeville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

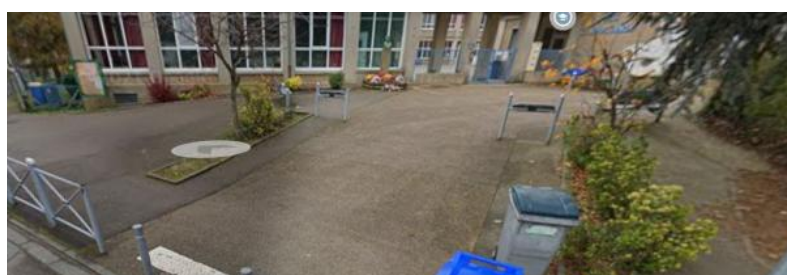
[Rouen](#)



[À Rouen, « l'évadé » de la prison Bonne-Nouvelle avait perdu la tête](#)



[À Canteleu, le lycée hôtelier fermé deux jours pour des travaux d'urgence](#)





[Un enfant de 5 ans percuté par une voiture qui prend la fuite, à Darnétal](#)



[Cabinet médical SoMed à Rouen : après la liquidation du siège, des salariés inquiets](#)



[Un « divorce » houleux dans le hall de la cour d'appel de Rouen](#)



[Handball – Euro 2026 : pour le Rouennais Thibaud Briet, « il faut savoir se mettre au service du groupe »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Seine-Maritime. Sécurité routière : 46 tués sur les routes en 2025

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Le nombre d'accidents et de victimes est en recul par rapport à 2024, le département comptabilise 46 décès sur les routes en 2025 contre 59 en 2024. *"Bien qu'en baisse, ce chiffre reste supérieur aux années 2021 et 2023 (41 décès) et demeure loin du minimum recensé en 2019 (35 tués)"*, constate la préfecture de Seine-Maritime dans son bilan qu'elle définit comme provisoire. Les services de l'Etat constatent plusieurs facteurs récurrents dans l'accidentologie de 2025.

14 accidents mortels sont liés à l'alcool ou aux stupéfiants

Près de la moitié des victimes (48%) sont des usagers vulnérables, dont neuf piétons, 10 utilisateurs de deux-roues motorisés et trois cyclistes. Les moins de 24 ans sont durement touchés avec 13 décès constatés. 15 accidents mortels ont été engendrés par une vitesse excessive ou inadaptée. Le non-respect du code de la route (contresens, dépassement dangereux, changement de file, règle de priorité) a généré 13 accidents mortels. 14 accidents mortels sont liés à l'alcool ou aux stupéfiants. Le non-port de la ceinture de sécurité représente un facteur aggravant : cinq des usagers de la route tués en Seine-Maritime en 2025 ne la portaient pas.

Sanctions et prévention

Face à ces constats, les forces de l'ordre ont maintenu un engagement constant et efficace. Fin octobre 2025, plus de 223 000 dépistages de conduites addictives avaient déjà été réalisés. Le cadre législatif s'est durci avec la loi du 9 juillet 2025 définissant dans la loi l'homicide routier. *"Notons également qu'en application de cette loi, depuis le 29 décembre 2025, les excès de vitesse de plus de 50km/h sont désormais qualifiés de délit pénal"*, rappelle la préfecture. *"Parallèlement, le volet prévention a permis de sensibiliser près de 30 000 personnes à travers 212 actions ciblées dans tout le département auprès d'établissements scolaires, d'associations, entreprises, collectivités, agents des services de l'Etat et du grand public"*. Ces actions ont permis de sensibiliser aux

conduites à risques (alcool, stupéfiants, vitesse, distracteurs...), aux nouvelles mobilités dites "*douces*", aux risques liés à la conduite de deux-roues motorisés et au risque routier professionnel.

"L'Etat réaffirme sa mobilisation face aux comportements à risques"

Ces chiffres n'incluent que les actions impliquant une intervention des agents de l'Etat ou des intervenants départementaux à la sécurité routière, des bénévoles pour les services de l'Etat, ou ayant fait l'objet d'un soutien financier ou matériel de l'Etat dans le cadre du plan départemental d'actions de la sécurité routière.

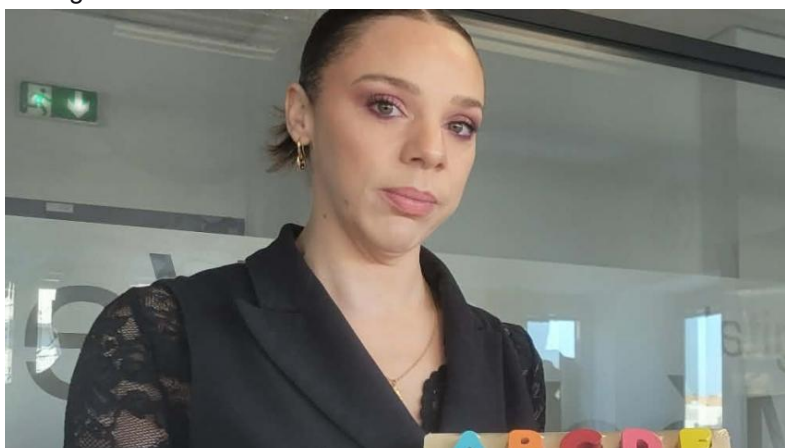
"L'Etat réaffirme sa mobilisation face aux comportements à risques", conclut la préfecture.

Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri »

Blaise Diagne

6-8 minutes

Hugo Desvaux avait 8 ans quand il a été victime d'agressions sexuelles au sein de l'unité pédopsychiatrique Rimbaud du centre hospitalier du Rouvray. Plus d'un an après les faits, ses parents témoignent.



Eloïse Simasotchi, 36 ans, songe à porter plainte contre le centre hospitalier du Rouvray suite aux agressions sexuelles subies par son fils en 2024. - Paris Normandie



Publié: 15 Janvier 2026 à 08h00 Temps de lecture: 1 min

Le Noël d'Eloïse Simasotchi lui restera longtemps en tête, parce qu'il avait ce petit parfum, fugace mais enivrant, du bonheur retrouvé. « *Ça s'est très bien passé, revivait la jeune mère de famille, toujours émue, quelques jours plus tard. Hugo a passé la nuit du 24 au 25 [décembre] chez son père, puis celle du 25 au 26 chez moi. Il était doux et gentil. On l'a tellement gâté, il a eu un manga Naruto – on a découvert il y a pas longtemps qu'il adorait lire – ou une serre pour cultiver ses plantes. »*

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ces moments en famille sont précieux, d'autant plus qu'ils sont rares, pour ne pas dire inédits. Voilà un long moment que le garçon de neuf ans n'avait pas dormi à la maison, avec les siens. Hugo, le reste du temps, est placé au logis Saint-François, au sein d'un Itep, pour institut thérapeutique éducatif et pédagogique, à Thiétreville, un petit village près de Fécamp. Semaine, week-end et vacances incluses, depuis juin 2025. Un régime sec qui n'offre qu'un après-midi par semaine à la maman, qui habite Le Havre, et au papa, Petit-Quevillais, pour voir leur fils. « *C'était obligatoire, vu son cas* », dit Eloïse.

Crises de colère incontrôlées

Hugo est atteint de troubles du spectre autistique modérés ainsi que de troubles associés oppositionnels avec provocation. Le diagnostic a été posé par un neuropsychologue à l'entrée de l'enfant en CP. Ce dernier est alors soumis à des « *troubles clastiques* » de plus en plus fréquents, des crises de colère incontrôlées. « *Il ne savait pas gérer ses émotions, avec des pleurs et des violences verbales ou physiques qui devenaient quotidiennes, jour et nuit.* » L'enfant multiplie les séjours à l'hôpital Monod du Havre pour calmer ses crises et mettre en place un suivi médicamenteux.

Un pis-aller, avant son entrée à Rimbaud, l'unité pédopsychiatrique fermée du centre hospitalier du Rouvray (CHR), lundi 19 août 2024. La nouvelle est à l'époque vécue comme un soulagement par la famille. « *Pour nous, c'était une mise à l'abri, pour lui, moi et sa petite sœur* [sa demi-sœur Ambre née en 2020, NDLR], témoigne la maman. *À l'époque, de savoir mon fils dans un lieu sûr, sécurisé, entouré de professionnels, c'était rassurant. C'était très cadré.* » Son séjour est pensé comme une « fenêtre thérapeutique » visant à stopper son traitement pour le reprendre petit à petit de manière plus ajustée.

(« C'était presque banalisé, présenté comme un jeu entre enfants. »)

Eloïse Simasotchi, mère d'Hugo

Hugo est censé passer quatre mois dans l'unité, il n'en fera finalement que deux. Vendredi 18 octobre 2024, alors qu'elle vient chercher son fils pour le week-end, Eloïse Simasotchi manque tomber de sa chaise. « *Un médecin de l'unité m'annonce froidement que mon fils a subi des attouchements par d'autres enfants. Des fellations, par trois grands, des ados. Mon fils est le plus jeune de l'unité.* »





Le centre hospitalier du Rouvray n'a plus d'unité fermée pédopsychiatrique depuis janvier 2025. - Archives Paris Normandie

Choquée par le fond comme la forme de l'annonce – « *c'était presque banalisé, présenté comme un jeu entre enfants* » –, la maman interroge après coup son fils qui confirme, avec ses mots à lui qu'elle couche à l'écrit. « *Il me dit que ça se serait déroulé en plein jour, dans des pièces communes, sur plusieurs jours... Qu'aucun adulte n'était là, à chaque fois.* »

« J'ai récupéré ses affaires et je suis partie »

Eloïse n'en saura pas plus. De retour le lundi suivant pour confronter le personnel de l'unité, elle croise les agresseurs d'Hugo « *qui le fixent méchamment* ». Aucune mesure, même préventive, n'a été prise. Pire, on propose à Hugo d'aller « *jouer avec eux* » en attendant sa maman. C'en est trop pour cette dernière. « *J'ai récupéré ses affaires et je suis partie.* »

La Havraise porte plainte 48 heures plus tard, le 23 octobre 2024, contre les trois adolescents à la brigade des mineurs de sa ville. Sans nouvelles depuis – le procureur n'a pas donné suite à nos questions –, elle envisage aujourd'hui de porter plainte contre le centre hospitalier du Rouvray. « *Hugo ne supporte ni le mensonge, ni l'injustice, c'est une sorte de rigidité chez lui liée à l'autisme. Quand il sera grand, il saura que ses parents se sont battus pour lui.* »

Lire aussi

[Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau Astuce se poursuit en 2026](#)

[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire de La Vaupalière ne se représente pas](#)

[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Sotteville-lès-Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

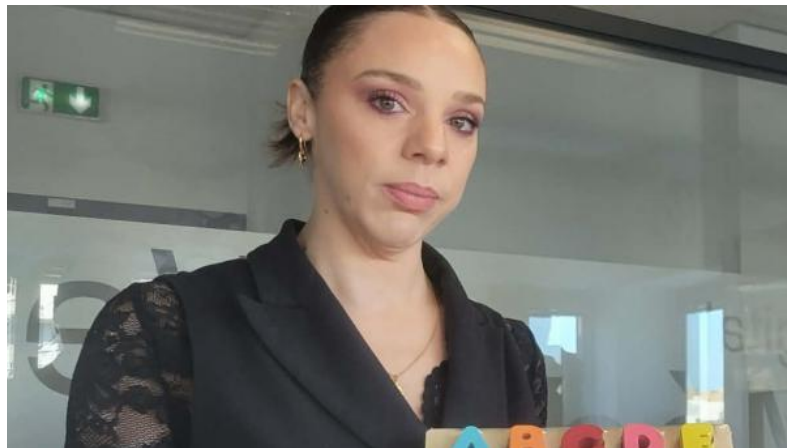
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau](#)
[Astuce se poursuit en 2026](#)



Exclusif

[Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri »](#)



[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire](#)

[de La Vaupalière ne se représente pas](#)



[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)



[Chez Ferrero la RSE doit infuser l'entreprise à tous les échelons](#)



[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Rouen, « l'évadé » de la prison Bonne-Nouvelle avait perdu la tête

Benoît MARIN-CURTOUD

5-6 minutes

Pas de peine et pourtant il est coupable ; cet homme de 40 ans a tenté de s'évader de la maison d'arrêt de Rouen mais un expert psychiatre a conclu à une abolition du discernement du prévenu.



Depuis sa tentative d'évasion, le détenu a été maintenu en quartier d'isolement. - Photo illustration Stéphanie Péron-Clément



Publié: 14 Janvier 2026 à 18h05 Temps de lecture: 2 min
Rocambolesque, impréparé, amateur : on pourrait trouver toutes sortes de qualificatifs un peu péjoratifs pour décrire la tentative d'évasion de la maison d'arrêt de Rouen de ce prévenu guadeloupéen de 40 ans le 8 novembre dernier, qui ressemblait davantage à un acte de folie qu'à un film sur Alcatraz.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les faits : dans la matinée du 8 novembre 2025, ce détenu, condamné à deux reprises pour des viols et dont la date prévisible de sortie se situe en 2050, s'habille de plusieurs pulls et pantalons pour rejoindre la cour de promenade. Il est vu par les agents de la pénitentiaire qui lui font enlever quelques couches de vêtements avant qu'il n'aille dehors dans l'après-midi.

Quelques dizaines de minutes plus tard, la vidéosurveillance de la prison ainsi qu'un gardien observent le prévenu semblant se balader entre deux murs d'enceinte et dans une zone interdite aux prisonniers.

Il franchit les barbelés en posant une serviette dessus

« D'après ce qu'a reconstitué la police, vous avez attrapé une serviette dans la cour de promenade et l'avez projetée sur les fils barbelés qui étaient sur le dessus d'une palissade. Il y avait plusieurs palissades parce que le toit de la prison était en travaux », détaille la présidente de l'audience du tribunal correctionnel de [Rouen](#) lors du procès qui s'est tenu lundi 12 janvier 2026.

Le détenu a pu ainsi escalader la palissade, la franchir sans se blesser sur les barbelés, et ensuite continuer sa progression.

Pour ces faits, le prévenu a déjà subi une peine de 40 jours en quartier disciplinaire.

« J'avais rêvé de ma grand-mère, du fait qu'elle était morte. Je n'étais pas bien, je ne pensais à rien d'autre ». Problème : personne hormis le détenu ne peut affirmer que l'aïeule est bien décédée car la famille du détenu n'a plus de contact avec lui. C'est surtout l'expertise psychiatrique qui livre les clés de cette affaire. Même s'il est laconique, ce document avance des troubles schizophréniques et conclut à [l'abolition du discernement](#) du prévenu au moment de la commission des faits.

Lourdement condamné à deux reprises pour viols

Cet état de santé, s'il n'a pas été reconnu pour le condamner à des peines de 10 et 25 ans pour viol, explique sans doute la détention mouvementée du prévenu qui a déjà subi 7 sanctions disciplinaires depuis sa mise sous écrou à Rouen.

Face à l'expertise psychiatrique, mais face aussi aux aveux du prévenu, tant le ministère public que la défense demandent que l'irresponsabilité pénale soit retenue et qu'ainsi aucune peine ne soit prononcée, ce qu'accordent les magistrats.

« Vous avez compris ? Vous êtes reconnu coupable de tentative d'évasion mais il n'y a pas de sanction », explique la présidente du tribunal au prévenu qui, visiblement, a beaucoup de mal à comprendre. *« Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il ne faut pas recommencer. »*

Lire aussi

[Cabinet médical SoMed à Rouen : après la liquidation du siège, des salariés inquiets](#)

[Un « divorce » houleux dans le hall de la cour d'appel de Rouen](#)

[Handball – Euro 2026 : pour le Rouennais Thibaud Briet, « il faut savoir se mettre au service du groupe »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Canteleu, le lycée hôtelier fermé deux jours pour des travaux d'urgence](#)



[Un enfant de 5 ans percuté par une voiture qui prend la fuite, à Darnétal](#)





[Cabinet médical SoMed à Rouen : après la liquidation du siège, des salariés inquiets](#)



[Un « divorce » houleux dans le hall de la cour d'appel de Rouen](#)



[Handball – Euro 2026 : pour le Rouennais Thibaud Briet, « il faut savoir se mettre au service du groupe »](#)



[Orientation : Parcoursup, un cheminement à la fois proche et loin des préoccupations de deux lycéennes.](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

«Je ne les replacerai pas » : opposés au Mercosur, des maires ruraux décrochent le drapeau européen en soutien aux agriculteurs

Par Eloi Passot

5-7 minutes

Après l'approbation du Mercosur vendredi par une majorité d'États membres de l'Union européenne, de nombreux maires ruraux ont abaissé les couleurs européennes.

Le drapeau bleu aux douze étoiles n'a pas la cote à la campagne. Ces derniers jours, de nombreux [maires de communes rurales](#) ont [décroché le drapeau européen](#) des frontons de leur mairie. Un geste symbolique, largement relayé par les édiles sur les réseaux sociaux, en signe de soutien aux [agriculteurs en lutte contre le Mercosur](#). Après l'approbation par les États membres vendredi, la signature de ce traité de libre-échange entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud doit en effet advenir le 17 janvier prochain.

Lundi, le maire (divers droite) des Grandes-Ventes (Seine-Maritime) a annoncé sur Facebook remplacer le drapeau européen par celui du syndicat des Jeunes agriculteurs. «*Cet accord vient tuer nos agriculteurs. Il vient tuer nos exploitations. Il vient tuer nos villages. Je refuse d'être complice*», a-t-il lâché sur le réseau social. «*Je refuse qu'on demande toujours plus à nos agriculteurs tout en ouvrant nos frontières à une agriculture industrielle importée.*»

[Passer la publicité](#)

Le même jour, près de 70 mairies du Loir-et-Cher avaient fait de même, selon les informations de [France 3 Régions](#). Derrière cette initiative, la Coordination rurale, un syndicat agricole adepte des actions coups de poing. Leurs adhérents, reconnaissables à leurs bonnets jaunes, ont régulièrement manifesté depuis deux ans et en particulier ces dernières semaines. Leurs tracteurs étaient dans Paris vendredi dernier, avant de repartir dans leurs communes, notamment en Centre-Val de Loire. «*L'État français se fout de notre gueule, car il va tout de même accepter, en fin de compte, de*

vendre des voitures contre la mort de nos fermes», confiait James Boucher, secrétaire général de la Coordination rurale Centre-Val de Loire à France 3.

«Incompréhensible et dangereux»

L'une des plus grandes mairies à avoir joué le jeu est sans doute celle de Morlaix (Finistère). Le drapeau européen ne flottera plus sur la mairie *«pour quelques jours»*, a annoncé lundi le maire Jean-Paul Vermot, selon le [Télégramme](#) qui répondait par là à la protestation lancée par les Jeunes agriculteurs dans le département en début de semaine. *«Avec le Mercosur, on franchit un nouveau cap qui est un signe politique incompréhensible et dangereux»*, a-t-il confié. [France info](#) relève une initiative comparable à Simplé (Mayenne). De même que [La Dépêche du Midi](#) et [Midi Libre](#) dans le Gers (Vic-Fezensac) et le Gard lundi. Ou encore [Vosges Matin](#), à Laveline-du-Houx (Vosges).

La totalité des principaux syndicats semblent avoir participé à ce genre d'actions. Mais si les initiatives s'étaient multipliées lundi dernier, le mouvement s'est en réalité enclenché dès la fin de semaine dernière, le 9 janvier, jour de l'approbation par une majorité qualifiée d'États européens (au moins 15 États, représentant au moins 65 % de la population de l'UE), malgré le vote contre de la France, la Pologne, la Hongrie et l'Irlande. Ce jour-là, plusieurs élus remplaçaient le drapeau aux étoiles par celui de la FNSEA à Saint-Pol-de-Léon (Finistère). Le même jour dans la Meuse, trois édiles ont temporairement remplacé la bannière par le drapeau de la coordination rurale, à Cousances-lès-Forges, Èvres et Savonnières-en-Perthois, a rapporté le [Parisien](#).

Un pavoisement d'usage, pas obligatoire

Francis Thirion, le maire DVD de Cousances-lès-Forges, a prévenu le préfet de son initiative et indiquait vendredi qu'il retirerait les drapeaux du syndicat agricole après 24 heures. *«Mais que les choses soient claires : les drapeaux de l'Europe, je ne les replacerai pas»*, faisait-il savoir à nos confrères. De fait, dans le silence de la loi, rien n'oblige une mairie à pavoiser aux couleurs européennes. Le gouvernement peut transmettre des instructions aux mairies, via les préfets, à l'occasion de cérémonies, de réceptions de chefs d'État étrangers, par exemple.

Mais c'est surtout l'usage qui pousse certaines mairies à suspendre le drapeau européen à leur fronton. Autrement, seul le code de l'éducation (article L. 111-1-1) prévoit une obligation d'avoir le drapeau français et européen sur les établissements publics et privés sous contrat. Une proposition de loi portée par Renaissance

avait même été déposée en 2023 pour rendre ce pavoisement obligatoire sur toutes les mairies françaises, «*compte tenu de l'importance*» de cet emblème dans l'Histoire de France et pour «*renforcer l'unité de la pratique du pavoisement sur le territoire national*». Adopté en première lecture à l'Assemblée, le texte n'a pas encore été examiné en séance par le Sénat.

Un maire remplace le drapeau européen par celui des Jeunes Agriculteurs : "On ne peut pas le laisser flotter, ils sont en train de crever"

Écrit par Arthur Deshayes

4-5 minutes

Maire d'un village de Seine-Maritime, Nicolas Bertrand a décroché le drapeau de l'Union Européenne pour le remplacer par celui d'un syndicat d'agriculteurs. Un "cri du cœur" pour alerter sur le traité du Mercosur et soutenir la cause agricole.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est un geste symbolique, une marque de soutien. Lundi 12 janvier 2026, Nicolas Bertrand, maire de la commune des Grandes-Ventes (Seine-Maritime) a choisi de retirer le drapeau européen de la façade de sa mairie. En lieu et place, c'est le drapeau des Jeunes Agriculteurs qui flotte désormais.

En pleine crise agricole, l'élu divers-droite prend position. Il a fait ce geste pour *"alerter sur le traité du Mercosur"*, qui selon lui crée une concurrence déloyale entre les agriculteurs français, *"déjà soumis à des normes particulièrement strictes"*, et les producteurs d'Amérique Latine, *"qui ne respectent pas les mêmes règles"*.

"Ce n'est pas un geste contre l'Europe, c'est un geste pour les agriculteurs", explique Nicolas Bertrand. Et notamment pour les plus jeunes d'entre eux, *"qui demain verront leur exploitation menacée, leur avenir menacé"*.

Arnaud Masson, agriculteur de 31 ans aux Grandes-Ventes, apprécie ce geste *"fort"* quoique *"symbolique"*. *"L'important, c'est de soutenir la cause agricole"*, reconnaît-il, lui qui participe aux actions de blocage.

Le trentenaire dénonce avec virulence l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et les pays du Mercosur, qui a été adopté le 9 janvier dernier et doit être signé officiellement samedi 17 janvier 2026.

Le reportage de Grégory Archiapati et Stéphane L'Hôte :

durée de la vidéo : 00h01mn49s



Ce maire soutient les Jeunes agriculteurs • ©France 3 Normandie

"On marche sur la tête", fulmine-t-il. "On nous parle d'Ecophyto (NDLR : un plan national pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires), d'agriculture propre, et de l'autre côté on vote pour le Mercosur, on va importer de la viande d'Amérique du sud, des pays qui n'ont aucune norme, les bêtes sont piquées aux hormones, ce sont des fermes usines, les vaches ne voient pas un brin d'herbe."

Plusieurs maires, en France, ont également pris parti de décrocher le drapeau européen. C'est notamment le cas en [Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) ou encore dans [la Meuse](#). Dans [le Loir-et-Cher](#), c'est la Coordination Rurale qui s'en est chargée directement.

"D'autres maires ont commencé à le faire, certains ont peut-être peur des représailles", raconte Nicolas Bertrand. Le maire des Grandes Ventes assure avoir "regardé de près sur le plan réglementaire" s'il pouvait toucher au drapeau bleu à étoiles jaunes.

Moi je considère qu'on ne peut pas laisser flotter le drapeau européen, alors qu'on a un tas d'agriculteurs en France, et notamment dans le Pays de Bray, qui crèvent de mois en mois.

Nicolas Bertrand, maire (DVD) des Grandes-Ventes

En 2023, l'Assemblée Nationale avait voté une proposition de loi pour rendre obligatoire le pavoisement des drapeaux français et européen sur le fronton des mairies. *"Mais le Sénat ne l'a pas adopté"*, rappelle l'élue.

Si un tribunal avait estimé conforme l'affichage du drapeau ukrainien en 2024 sur les façades de mairie, le ministère de

l'Intérieur avait jugé interdite la pose de drapeaux palestiniens en septembre 2025, estimant que *"le principe de neutralité du service public interdit de tels pavoisements"*.

Saint-Romain-de-Colbosc. La maire a réservé quelques annonces lors de ses vœux

Luc Gallais

3-4 minutes

Initialement prévus jeudi 8 janvier mais reportés à l'approche de la tempête Goretti, les vœux de la ville ont eu lieu mardi 13 janvier. *"Nous avons tout prévu, sauf l'arrivée d'invités surprises un peu trop envahissants : la neige, accompagnée de sa fidèle amie la tempête. Il valait mieux rester au chaud que tenter une arrivée héroïque au SiRoCo"*, déclarait Clotilde Eudier, maire de Saint-Romain-de-Colbosc.

"Ramener du vert"

Une fois énumérées les récompenses obtenues l'an dernier par la Ville - le prix Excellence jardins et villes fleuries par le Département, [un prix lors des Victoires de l'investissement local pour le parc paysager Henri-Odièvre](#), [un autre lors de la cérémonie nationale des prix de la résilience dans la catégorie risques technologiques](#) -, la maire a dévoilé le lancement d'un programme de renaturation en 2026. *"Vingt-quatre îlots ont été identifiés pour ramener du vert dans Saint-Romain et optimiser l'entretien des espaces verts"*, a détaillé l'édile, qui a également annoncé le projet de renaturation du cimetière pour ces prochains mois. Concernant la santé, Clotilde Eudier va s'entretenir dans les prochains jours avec le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS). *"J'appellerai de tous mes vœux un soutien de l'Etat"*, indique la maire, qui a dévoilé l'ouverture prochaine d'un cabinet d'orthodontie au rez-de-chaussée [de l'ancienne école primaire](#). Plusieurs abribus supplémentaires vont être aménagés par la Ville, un investissement est prévu à cet effet. Un groupe de travail a aussi été constitué pour engager une réflexion concernant la circulation et la sécurité aux abords du groupe scolaire François-Hanin, qui verra la réfection du sol des jeux extérieurs en 2026. Une année qui verra poursuivre [la transformation de l'ancien îlot Sonefi](#) et [de l'ancienne perception](#), ainsi que [la requalification de l'avenue de Gaulle](#) : l'enfouissement des réseaux en janvier et la phase de travaux à partir d'avril, sur la partie allant de l'espace Odièvre au rond-point d'entrée de ville, sont prévus.

Quatre bénévoles récompensés par la médaille de la ville

Après avoir remercié les associations, "*le poumon de notre ville*", la maire et son adjoint chargé de la vie associative, Bertrand Collette, ont mis à l'honneur quatre bénévoles en leur remettant la médaille de la ville. Deux femmes d'abord, en la personne de Nathalie Leroux, secrétaire depuis 16 ans du Tennis club de l'Estuaire dont elle est adhérente depuis 2005 (ex-SRTC), et Pauline Delpoux, bénévole depuis 2007 de la Maison pour tous dont elle est la vice-présidente. Puis deux hommes, "*parité oblige*". Avec Jacques Browang, le club de football du SRAC chevillé au corps depuis 1967 en tant que joueur puis entraîneur et présent pour chaque manifestation. Et Sylvain Rosay, membre du Groupement athlétique de la communauté de communes de Saint-Romain (GACCSR) depuis 2007 et président depuis 15 ans.

Port-Jérôme-sur-Seine. Perspective de législatives anticipées : "il ne faut pas que les collectivités locales soient les victimes d'une décision nationale" pour le président de Villes de France

Luc Gallais

1-2 minutes

En marge de sa visite, mardi 13 janvier, pour officialiser l'intégration de Port-Jérôme-sur-Seine à l'Association Villes de France qu'il préside, Gil Avérous a donné son point de vue sur la perspective de la tenue d'élections législatives anticipées en même temps que celles des municipales, les 15 et 22 mars prochains. Une hypothèse qui bruisse dans le monde politique, alors que le Premier ministre Sébastien Lecornu aurait demandé à son ministre de l'Intérieur de préparer cette éventualité en cas de censure du gouvernement. Le maire de Châteauroux (Indre) soupçonne *"un coup de pression de l'exécutif fait aux députés"*. Il voit cette perspective d'un mauvais œil : *"On a besoin de stabilité, d'un budget voté rapidement. Percuter ces élections législatives avec un scrutin local me fait craindre une assimilation du mécontentement, alors que les maires ont la cote de confiance la plus forte parmi les élus. Il ne faut pas que les collectivités locales soient les victimes d'une décision nationale. Les gens attendent de savoir où va le pays, de la stabilité."*

D'ici fin 2027, la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Valmont « pour attirer de jeunes

Suzelle Gaube

7-9 minutes

Une maison de santé devrait voir le jour d'ici fin 2027 à Valmont, dans les locaux de l'ancienne école maternelle Grâce de Monaco. On vous explique le projet, qui fait réagir, notamment, certains élus.



La mairie de Valmont va mettre à disposition les locaux de l'ancienne école Grâce de Monaco pour que des professionnels de santé y installent une maison de santé pluridisciplinaire. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Publié: 14 Janvier 2026 à 18h37 Temps de lecture: 5 min

D'ici fin 2027, une maison de santé devrait voir le jour à Valmont, dans les locaux de l'ancienne école maternelle Grâce de Monaco, mis à disposition par la mairie. Depuis quelques années, le projet de la création d'une maison de santé pluridisciplinaires sur le territoire de l'agglomération Fécamp Caux Littoral a germé dans l'esprit de la société interprofessionnelle de soins ambulatoires (Sisa), dénommée [La Sirène](#). Elle est aujourd'hui composée d'une cinquantaine de professionnels de santé sur l'agglo. La maison de santé de Valmont regrouperait au début une quinzaine de professionnels de santé déjà installés à Valmont et à Limpville : six

médecins généralistes, des kinés, des infirmières, des diététiciennes...

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une maison de santé « pour faciliter l'accueil des internes »

Coordinatrice de la Sisa La Sirène, Perrine Jarry-Méant précise : *« C'est notre pôle de santé, créé en 2022, qui avait sollicité les collectivités, et pas que la mairie de Valmont, pour pouvoir porter un projet de maison de santé. Au démarrage, on n'avait pas souhaité avoir de locaux pour des raisons de budget »*. L'équipe étant constituée, *« on s'est dit que ça serait bien de pouvoir avoir des locaux pour faciliter les projets et aussi, surtout, pour faciliter l'accueil des internes. Puisqu'on a des médecins qui accueillent des jeunes internes, mais il n'y a aucune maison de santé qui existe pour faciliter l'installation de jeunes professionnels de santé libéraux »*. En avril 2024, la Sirène a organisé un événement invitant tous les élus et les collectivités du territoire, afin d'exposer leur projet : *« Et c'est la collectivité de Valmont qui s'en est saisie »*, éclaire la coordinatrice.

Le projet a *« vraiment commencé à se concrétiser courant 2025. On a rencontré les médecins de Limpiville en 2024 »*, expose le Dr Pascal Auvray, installé à Valmont avec le Dr Jean-Pascal Bunel.

« Ça donne peut-être une chance de trouver des successeurs »

L'intérêt de ce regroupement ? *« Ça donne peut-être une chance de trouver des successeurs, explique le Dr Auvray, âgé de 62 ans et qui compte prendre sa retraite dans cinq ans. On a eu le décès d'une de mes consœurs. Mais aussi le départ de sa collaboratrice et le départ du fils de mon associé. Aujourd'hui, on n'est plus que deux au lieu d'être cinq médecins. Initialement, on était cinq médecins, mais on faisait trois temps plein et demi. Maintenant, on fait un temps plein et demi : je fais plus qu'un temps plein, avec 55 heures au moins de travail par semaine. Retraité actif, le Dr Bunel, travaille un petit peu moins »*. À Valmont, il y a également une jeune médecin, mais qui a annoncé qu'elle partirait en 2027, précise le Dr Auvray. Ce dernier insiste : *« Ce qui compte, c'est qu'il puisse y avoir du monde après moi. Et c'est, à mon avis, l'une des solutions les plus sûres »*.

(« À une époque où on cherche de l'argent, c'est du gaspillage. »

Régis Gosselin, Maire de Limpiville

Face au futur transfert des cabinets des quatre médecins installés à la maison de santé de Limpiville à la maison de santé de Valmont, le maire de Limpiville voit rouge. *« Je n'ai rien contre le*

projet de maison médicale à Valmont. Mais on va ouvrir une maison médicale à Valmont à grand renfort de subventions, et on va fermer une maison à Limpiville construite avec de l'argent privé, en l'occurrence par les médecins Jean-Christophe et Christel Mouterde, qui ont pris leur retraite. À une époque où on cherche de l'argent, c'est du gaspillage. » Tout en considérant : « On ouvre des maisons médicales partout, mais comme on n'a pas de médecins à mettre dedans, on va piquer les médecins des autres. C'est ça qui me révolte ».

« Je ne pique rien du tout. »

À cela, le maire de Valmont, Jean-Louis Navarre, répond : « *Je ne pique rien du tout. (...) Il s'agit d'un projet privé, ce sont des professionnels de santé qui gèrent la chose ensemble. Je mets simplement des locaux à disposition. Récemment, un jeune médecin m'a téléphoné pour me demander s'il pouvait venir s'installer dans une maison de santé à Valmont. Je lui ai dit que l'on en n'avait pas. Il est parti s'installer ailleurs* ».

Il prévoit de faire « *un réaménagement des 650 m² de locaux de l'ancienne école maternelle* », avec notamment la réalisation de cloisons. Le maire de Valmont rassure : « *Les professionnels de santé gardent leurs patientèles. (...) Ce projet, c'est pour le bien du territoire* ».

« Ils préfèrent être libres de tout »

Pour le Dr Auvray, il faut se mettre à la page : « *Maintenant, les jeunes médecins aiment bien faire partie d'une grande maison et éventuellement ne pas avoir d'immobilier* ». Une réalité que déplore le couple Mouterde, médecins retraités ayant créé la maison de santé de Limpiville et propriétaire des murs, qui ont proposé aux professionnels locataires de rentrer dans la SCI et d'agrandir les bâtiments existants : « *Mais dans la mentalité actuelle, ils préfèrent être libres de tout, ne pas s'investir personnellement et financièrement dans un projet, et devenir locataire d'une collectivité. Cette logique poussée au bout, ce sont les médecins salariés du centre de santé de Fécamp* ».

Contactée, la maison de santé de Limpiville n'a pas souhaité s'exprimer.

Lire aussi

[Football : l'USF Fécamp vise la montée et relance une équipe féminine](#)

[« Ne m'attends pas » : un spectacle voyageur pour jeune public au théâtre Le Passage à Fécamp](#)

[Fécamp. Un incendie se déclare dans un restaurant, une octogénaire incommodée par les fumées secourue](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Valmont \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[D'ici fin 2027, la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Valmont « pour attirer de jeunes médecins »](#)



Video

[« Des souvenirs incroyables » : le président de l'association des Motards des Hautes Falaises laisse la main](#)





Video

[Municipales 2026. Le maire Philippe Capron se représente pour « maintenir l'attractivité du village »](#)



[Football : l'USF Fécamp vise la montée et relance une équipe féminine](#)



[« Ne m'attends pas » : un spectacle voyageur pour jeune public au théâtre Le Passage à Fécamp](#)



[Fécamp. Un incendie se déclare dans un restaurant, une octogénaire incommodée par les fumées secourue](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Montivilliers cherche des médecins pour son nouveau pôle santé, au pied du futur tramway

4-5 minutes

Un nouveau pôle médical est en préparation à Montivilliers, près du Havre. Il accueillera jusqu'à 16 cabinets de professionnels de santé.

Sur le même thème

[Médecins](#)

[Santé](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Le pôle santé se tiendra dans les anciens locaux Orange France Télécom réhabilités. (©visuel : SAS Pierre Renaissance)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 14 janv. 2026 à 7h40

Près de 35 000 patients restent sans médecin généraliste dans l'agglomération du [Havre](#). Ce nombre va-t-il bientôt baisser ? À [Montivilliers](#), un **pôle médical doit voir le jour en 2026**. Si on ne connaît pas encore les professions exactes qui y seront regroupées, le pôle « qui compte parmi les projets de la communauté urbaine » semble en bonne voie.

« Des généralistes et des spécialistes, du médical et du paramédical »

C'est toujours une bonne nouvelle d'apprendre l'ouverture

prochaine d'un centre de santé autour du Havre. Mais encore faut-il que des professionnels l'investissent. Pour ce projet, le choix a été fait d'**un espace modulable**, créé sur mesure avec les professionnels qui viendront l'occuper. « Il faut qu'on soit à **l'écoute des professionnels de santé** », estime le maire de Montivilliers, [Jérôme Dubost](#).

« Il y aura des **médecins généralistes et des spécialistes, du médical et du paramédical** », déclare l'édile de la commune. Aucune autre information ne circulera sur la nature exacte des professionnels. Car plusieurs rencontres sont en cours pour travailler sur ce projet avec le groupe immobilier Foncière Active (SAS Pierre Renaissance). La Ville joue ici le rôle de facilitatrice.

Des personnes qui ont une démarche libérale avec un vrai projet de vie, ici à Montivilliers ont été rencontrées.

Il s'agit donc d'un projet « très concret » d'après le maire, qui assure que sa ville est attractive, d'autant plus avec **l'arrivée du tramway en 2027**, le cabinet ne s'adressera pas uniquement aux Montivillonnais.

16 cabinets sur trois étages

Le pôle médical sera réparti sur trois étages, dans **l'ancien bâtiment Orange France Télécom** qui doit être réhabilité d'ici juin 2026. Le groupe immobilier Foncière Active est déjà en échange avec les professionnels pour que **les 615m² soient aménagés en 16 cabinets** correspondants aux besoins de chacun, y compris les salles d'attente, salle de réunion et ascenseurs.

Les arrivants peuvent choisir entre un achat, une location et une location avec option d'achat. D'après nos informations, **plus de 50 % des professionnels** seraient déjà en échange pour ce projet, mais n'ont pas encore signé l'accord définitif.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Le pôle sera situé à proximité de [l'arrêt Cité des abbesses du futur tramway](#), à quelques stations de [l'hôpital Jacques Monod](#) et à **proximité d'un parking**. Plus précisément entre la Maison de l'Enfance et de la Famille et l'ancienne gare.

L'impasse partant de la rue des Grainetiers a d'ailleurs été rebaptisée en juin 2025 du nom de **Francine Leca**, première femme chirurgienne cardiaque. Le pôle lui-même portera également ce nom.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre](#)

[compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Offranville, le député Patrice Martin alerte sur les fragilités économiques du territoire

5-6 minutes

Samedi 10 janvier 2026, à Offranville (Seine-Maritime), Patrice Martin, député Rassemblement national de la 6e circonscription, a livré son état des lieux à l'occasion de ses vœux.

Sur le même thème

[Rassemblement National \(RN\)](#)



Député de la 6e circonscription de Seine-Maritime, Patrice Martin a choisi Offranville pour présenter ses vœux. ©Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 14 janv. 2026 à 15h12

À [Offranville \(Seine-Maritime\)](#), samedi 10 janvier 2025, le député de la 6^e circonscription de Seine-Maritime **Patrice Martin**, issu du Rassemblement national, a présenté ses vœux à l'Espace Maupassant.

Agriculture, pêche en crise, **fermetures** de sites industriels et menaces sur l'enseignement professionnel : devant une salle de **180 places** quasi comble, l'élu a concentré son propos sur les secteurs en **souffrance**.

L'ancien éleveur a évoqué en premier le sujet agricole, jugeant le report de la ratification de l'accord de libre-échange avec le **Mercosur**, « hypocrite ». Selon lui, l'accord « acte la **mise à mort**

de notre modèle agricole français, supprimant plus de 80 % des droits de douane au profit d'un marché de près de 800 millions de consommateurs ».

Des enjeux de souveraineté

L'élu a insisté sur la dégradation de la balance commerciale agricole, la France important plus qu'elle n'exporte, mettant à mal notre autonomie alimentaire.

Il a également déploré « une écologie toujours plus punitive », « l'excès de normes », un projet de loi d'orientation agricole « insuffisamment ambitieux », ou encore « la crise des vocations » assortie d'une baisse du nombre d'exploitations.

« Nous rencontrons représentants et syndicats pour évoquer des orientations de sortie de crise », assure ce dernier.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Autre sujet abordé : l'industrie. Le député a évoqué la liquidation judiciaire de l'entreprise Jenniver dans la vallée de la Bresle en octobre dernier, spécialisée dans le flaconnage de luxe, qui a entraîné le licenciement de 85 salariés sur deux sites.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

« Depuis des années, notre pays voit s'éroder sa productivité et avec elle, une part de l'équilibre de nos territoires », déplore-t-il.

L'élu plaide pour une baisse du coût de l'électricité, qu'il juge « artificiellement gonflé par des règles de tarification défavorables issues du marché européen ». Le report annoncé de la mise en service de la première paire d'EPR2 à Penly, décalée de trois ans, constitue pour le député « un signal préoccupant ».

Il « pénalise nos secteurs stratégiques et plus largement, l'ensemble de l'écosystème économique ».

« Alerté par les représentants de la filière locale basée à Dieppe et au Tréport » dès son élection, le député a aussi consacré une part de son intervention à la pêche, qu'il qualifie de « filière cardinale » de notre économie.

L'élu dénonce l'importation massive de produits de la mer et la « concurrence déloyale intra-extra-européenne ».

Il pointe également les quotas imposés par l'Union européenne « quand les chalutiers sous pavillons étrangers exercent sans réserve une surpêche ».

Des filières menacées

Au-delà des enjeux de souveraineté et de production, Patrice Martin s'est dit « soulagé » pour le lycée professionnel Jean-Rostand d'Offranville, dont le projet de fermeture des sections CAP et Bac pro horticole à la rentrée prochaine est pour l'instant suspendu.

Mais l'inquiétude demeure pour le lycée du Bois d'Envermeu, où le Bac pro technicien de scierie est également menacé de fermeture après l'arrêt du financement régional et du projet de fermeture par le Rectorat.

« À terme, ce sont des métiers qui deviennent difficiles à transmettre alors même que les entreprises cherchent des compétences et que nos filières ont besoin de bras et de savoir-faire », a-t-il alerté.

L'élu a conclu son discours en rendant hommage à l'action des forces de l'ordre, tout comme celle des services de secours et d'urgence médicale, ainsi qu'à l'ensemble des maires et des élus du territoire.

Trois parcours récompensés

Le député a remis trois médailles de l'Assemblée nationale pour saluer « trois parcours exemplaires » d'engagement et de dévouement. Florence Lemerrier, habitante d'Haudricourt, a été récompensée pour son engagement associatif local. Pascale Leclerc, du Bourg-Dun, a été distinguée pour son action bénévole à l'association sportive de la vallée du Dun et au comité des fêtes. Enfin, Donald Brument, retraité de la Police nationale après une carrière aux compagnies républicaines de sécurité de Darnétal et des missions à l'étranger, préside aujourd'hui l'association Non à Aquind, qui s'oppose au projet de raccordement électrique entre la France et l'Angleterre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

FLASH INFO : Seine-Maritime. Le lycée Georges-Baptiste à Canteleu fermé jeudi et vendredi pour des travaux d'urgence

infonormandie

3-4 minutes

Le lycée Georges-Baptiste de Canteleu n'accueillera pas les élèves jeudi 15 et vendredi 16 janvier. En cause : des infiltrations en toiture et des dysfonctionnements du système de chauffage qui nécessitent des interventions immédiates, révèle la Région Normandie.

Mercredi 14 Janvier 2026 - 17:19



L'établissement sera fermé jeudi et vendredi - Illustration Lycée hôtelier de Canteleu/ Google Maps

Des problèmes structurels et techniques ont conduit à une décision conjointe du rectorat et de la Région Normandie : l'établissement sera fermé pendant deux jours afin de permettre la réalisation de travaux indispensables, dans des conditions de sécurité optimales.

La Région Normandie indique avoir engagé depuis vendredi dernier une série d'interventions d'urgence au sein du Lycée Georges Baptiste. Le bâchage de la toiture de l'allée intérieure principale est désormais achevé. Le reste de la couverture doit être protégé d'ici la fin de la semaine, sous réserve de conditions

météorologiques favorables.

Sécurisation progressive des installations

Au-delà de la toiture, les installations électriques visuellement affectées ont été mises en sécurité. Un contrôle électrique global, initialement programmé début février, pourrait être avancé si les conditions le permettent.

Le système de sécurité incendie (SSI), dont les limites étaient déjà identifiées, fait l'objet d'un projet de remplacement complet. Les travaux doivent débuter d'ici février, avec une livraison attendue au cours de l'été. Dans l'intervalle, des mesures transitoires sont déployées : présence d'un service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) et accompagnement renforcé de l'établissement dans l'application de ses protocoles de sécurité.

Côté chauffage, les fuites et dysfonctionnements sont en cours de traitement. L'installation reste toutefois fragile. Pour améliorer durablement la situation, la Région a lancé un audit énergétique et renforcé le suivi du prestataire chargé de la gestion des équipements.

À retenir

- Lycée fermé aux élèves les 15 et 16 janvier
- Travaux d'urgence sur la toiture et les réseaux
- Remplacement du système de sécurité incendie prévu d'ici l'été
- Audit énergétique engagé pour stabiliser le chauffage

- [Tempête Goretti : la jetée Ouest du port de Dieppe fermée jusqu'à nouvel ordre](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [L'Info en continu](#) | [UNE](#) | [CRISE](#) | [SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Dans un état de dégradation préoccupant, le lycée George Baptiste de Canteleu fermé deux jours pour des travaux d'urgence

~2 minutes

- [BFM](#)
- [-Normandie](#)

Publié aujourd'hui à 08h53



Le lycée Georges-Baptiste de Canteleu. - Capture Google Street View

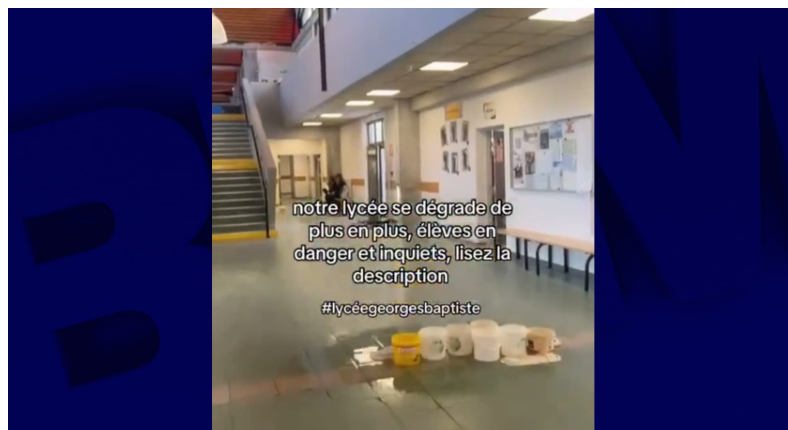
Alors que le bâtiment est dans un état jugé préoccupant, le lycée Georges Baptiste de Canteleu a été fermé jusqu'à la semaine prochaine par la région, qui va réaliser des travaux d'urgence.

Le lycée hôtelier Georges-Baptiste de Canteleu (Seine-Maritime) [restera fermé](#) ce jeudi 15 et ce vendredi 16 janvier avant de rouvrir la semaine prochaine, a appris BFM Normandie.

L'état de dégradation du bâtiment est jugé très préoccupant. La région Normandie va réaliser des travaux d'urgence au cours de ces deux journées de fermeture.

Infiltrations, pannes de chauffage...

À l'intérieur du lycée, des infiltrations de la toiture et des pannes du système de chauffage ont été constatées. Des vidéos, tournées dans l'établissement et consultées par BFM Normandie, montrent des seaux d'eau posés dans les couloirs pour absorber les fuites d'eau.





Des seaux d'eau jonchent les couloirs du lycée George-Baptiste de Canteleu. © BFM Normandie

Quelques opérations sur le site sont déjà menées depuis une semaine. Les élèves et les enseignants s'étaient mobilisés pour alerter sur l'état du bâtiment.

Port-Jérôme-sur-Seine. Pourquoi quatre des six déchetteries de Caux Seine agglo sont concernées par des fermetures temporaires ?

Luc Gallais

3-4 minutes

En ce début d'année, quatre des six déchetteries sur le territoire de Caux Seine agglo font ou vont faire l'objet de travaux afin de renforcer la sécurisation des installations. Des aménagements obligatoires pour se conformer à de nouvelles normes, en particulier concernant la rétention des eaux.

Depuis lundi 12 janvier, celle de Port-Jérôme est fermée au public, jusqu'au vendredi 23 janvier. Les équipes d'Eurovia mènent les travaux sur site. *"L'objectif est de pouvoir créer tout un dispositif avec une vanne pour confiner toutes les eaux utilisées si un incendie se produit, avec un bassin de près de 120 m³, auxquels il faut ajouter 30 m³ pour des eaux pluviales*, explique Sébastien Duval, responsable du service rudologie pour Caux Seine agglo. *Après analyse, si une pollution est avérée, les eaux sont pompées et évacuées dans un centre de traitement spécifique. Dans le cas contraire, elles sont rejetées en milieu naturel."*

"C'est une mise en conformité, mais aussi une opportunité pour améliorer le fonctionnement de ces déchetteries, avec l'installation de nouveaux décanteurs débourbeurs, plus dimensionnés et efficaces, pour le traitement des eaux", ajoute Frédéric Denize, vice-président de l'agglo chargé de la rudologie. Ainsi, le bassin de rétention d'eau est en cours d'agrandissement, les réseaux pour la circulation des eaux vont être refaits à neuf avec l'installation de caniveaux et de tuyaux enterrés.

D'autres déchetteries concernées

Jusqu'au mardi 27 janvier, la déchetterie de Maulévrier-Sainte-Gertrude est également fermée les lundis et mercredis (en plus des mardis et jeudis comme habituellement), et reste accessible les vendredis entre 14 et 17 heures et les samedis de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures, avant une réouverture complète le mercredi 28 janvier à 14 heures.

Deux autres déchetteries vont provisoirement fermer leurs portes pour mener des travaux similaires. Ce sera le cas à Lillebonne, à partir du lundi 26 janvier jusqu'au vendredi 6 février. Deux bassins distincts (gestion des eaux pluviales et confinement des eaux) vont être aménagés. Celle d'Arelaune-en-Seine sera fermée les lundis et mercredis du 26 janvier au 5 février, mais ouverte les vendredis entre 14 et 17 heures et les samedis de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures. Aucun dépôt de déchets verts n'y sera possible entre le 26 janvier et le 20 février, une dalle en béton va être coulée et demandera un temps de séchage de trois semaines. *"On ne ferme pas toutes les installations en même temps, pour permettre au public de disposer de certaines déchetteries à proximité"*, ajoute Frédérick Denize. Pour ces travaux dans les quatre déchetteries, Caux Seine agglo, qui a fait appel au bureau d'études Hylas Ingénierie, va investir 275 000 € HT, avec une subvention de l'Etat de 30 % dans le cadre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

À Elbeuf, la place devant l'hôtel de ville termine sa métamorphose

Frédérique THULLIER

2-3 minutes

Les travaux de réaménagement de la place Aristide-Briand, devant l'hôtel de ville, seront bientôt terminés. Les engins peaufinent le parking et les plantations ont commencé.



Les premiers arbres ont été plantés ce mercredi 14 janvier 2026. - Paris Normandie



Publié: 15 Janvier 2026 à 06h52 Temps de lecture: 1 min

« *La terre colle aux chaussures et on en met partout.* » La neige abondante et les averses qui l'ont suivi ont rendu le sol lourd. Cela ne facilite pas le travail des jardiniers, à l'œuvre sur la moitié ouest de la place, devant l'hôtel de ville d'Elbeuf.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Nous sommes là pour trois jours*, expliquent-ils, ce mercredi 14 janvier 2026. *Nous plantons des arbres à hautes tiges, des chênes, des érables... Des arbustes aussi.* » Une cinquantaine de végétaux vont ainsi constituer un îlot de fraîcheur sur le parking, jusqu'alors essentiellement minéral. En parallèle, la pelle mécanique et autres

engins terminent la voirie de la partie est de la place.

Un investissement de 600 000 €

Cette transformation, opérée par la Métropole Rouen Normandie et la Ville d'Elbeuf, représente un investissement de 600 000 €. Elle s'inscrit dans la continuité du [réaménagement des jardins de l'hôtel de ville](#), réalisé en 2023.

Une zone de rencontre à 20 km/h sera ainsi créée. Les cheminements faciliteront la circulation des piétons à l'abri des voitures et inviteront les passants à poursuivre leur promenade dans le parc qui ceinture [l'hôtel de ville](#) et conduit à la Seine.

Lire aussi

[Démographie dans l'agglomération de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

[Les 4 solutions responsables pour se débarrasser de votre sapin de Noël aux alentours de Rouen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

À Rouen, les travaux de renaturation du cours Clemenceau et de la rue Saint-Sever achevés

Cécile Frangne

5-6 minutes

Mardi 13 janvier 2026, la Métropole inaugurerait la fin des travaux menés depuis mai 2025 sur le cours Clemenceau et la rue Saint-Sever à Rouen.



Publié: 14 Janvier 2026 à 10h59 Temps de lecture: 2 min

« Avant, l'endroit où nous nous trouvions servait de grand parking sauvage », se souvient Nicolas Mayer-Rossignol depuis la contre-allée du cours Clemenceau. Mardi 13 janvier 2026, le maire de Rouen et président de la Métropole – [candidat à sa propre succession](#) – inaugurerait la [fin des travaux](#) menés par la collectivité depuis mai 2025 le long de l'artère rive gauche courant de la place Joffre à la place Carnot.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Achèvement de la « coulée verte »

Depuis décembre 2025, les [bus de la ligne T5](#) y circulent sur une voie dédiée pour rejoindre le boulevard d'Orléans et le nouveau quartier Flaubert dans l'optique de la construction de la [nouvelle gare Saint-Sever](#). « L'idée était d'en profiter pour refaire totalement le dessus et le dessous (les réseaux) du cours Clemenceau », explique l'élu. Une opération à 1,8 million d'euros « devant participer à la renaissance de la rive gauche » qui a notamment consisté à dégoudronner la contre-allée pour créer un chemin piéton et une piste cyclable sous l'importante canopée de tilleuls, entre lesquels ont été accrochées des lanternes en guise d'éclairage. Des bancs et des terrains de pétanque ont été installés. Un totem en bois, sculpté à la tronçonneuse dans le tronc du [hêtre pourpre](#) abattu square Verdrel, y est désormais exposé.

« C'est l'achèvement de la coulée verte nord-sud reliant la rive

droite et la rive gauche depuis la Cathédrale jusqu'à l'église Saint-Sever ».

Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen

Dans le même temps, la [partie nord de la rue Saint-Sever](#), qui traverse le cours pour relier le pont Boieldieu à la place des Emmurées, a été refaite : « *auparavant très minérale* », la rue a été « *renaturée* » pour 1,2 million d'euros et l'une de ses voies de circulation condamnée pour laisser la place à une allée d'arbres. « *C'est l'achèvement de la coulée verte nord-sud reliant la rive droite et la rive gauche depuis la Cathédrale jusqu'à l'église Saint-Sever* », poursuit l' élu.

« C'est pas mal »

Du côté des riverains, c'est le soulagement qui prédomine.

« *Depuis 2024 et le début des travaux du Teor, ils avaient totalement bloqué l'accès aux voitures* », raconte un commerçant du cours Clemenceau, qui indique avoir souffert tout au long des travaux. « *Mais c'est pas mal ce qu'ils ont fait* », ajoute-t-il en contemplant le résultat depuis sa vitrine. Alors que l'artère ne compte plus que 107 places de stationnement – contre 240 places auparavant –, « *bientôt, il sera plus difficile de se garer à Rouen qu'en région parisienne* », rouspète quant à lui Mathieu, dont l'agence d'intérim se situe dans le quartier. « *Nous avons préservé un maximum de places de stationnement* », réplique Jean-Michel Bérégovoy, adjoint au maire en charge de la transition climatique. « *Nous avons même pris la décision d'en rajouter suite aux concertations organisées avec les riverains* ».

Lire aussi

[100 nouveaux logements inaugurés à Pavilly sur le site de l'ancien collège](#)

[Ancien directeur du centre de mémoire de l'abbé Pierre, à Esteville, il continue d'enquêter sur l'homme](#)

[Mister France 2026 : le Rouennais Lucas Gridaine face à ses 27 adversaires](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[100 nouveaux logements inaugurés à Pavilly sur le site de l'ancien collège](#)



Exclusif

[Cyclistes fauchées à Rouen, un an après : «C'est vraiment un miracle d'avoir survécu»](#)



[Affaire abbé Pierre : où en est le projet de reconversion du centre de mémoire à Esteville ?](#)





[Ancien directeur du centre de mémoire de l'abbé Pierre, à Esteville, il continue d'enquêter sur l'homme](#)



[Un nouveau magasin Cultura va ouvrir en Seine-Maritime : le recrutement est lancé](#)



Video

[Hockey – Ligue Magnus : les Dragons de Rouen étouffent Bordeaux et retrouvent la première place !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le site AXA d'Isneauville, partenaire des Bureaux du cœur, accueille des personnes sans logement, en réinsertion - ICI

4-5 minutes

Pierre-Alexandre Havard, responsable du site d'AXA à Isneauville
© Radio France - Charlotte Coutard

Diffusé le jeudi 15 janvier 2026 à 6:31

Publié le jeudi 15 janvier 2026 à 6:31

L'entreprise AXA à Isneauville, au Nord de Rouen, héberge gratuitement depuis le mois d'octobre Laurine, une habitante de Canteleu de 21 ans, qui s'est retrouvée à la rue. Le groupe d'assurance est partenaire des Bureaux du cœur.

Elle se sent chez elle sur le site AXA Assurances d'Isneauville, au Nord de Rouen. Laurine, 21 ans, est hébergée dans un bureau de l'entreprise, aménagé en chambre, mis à disposition gratuitement pendant maximum six mois. L'entreprise est partenaire [des Bureaux du cœur](#), une association créée fin 2020 / début 2021 par des entrepreneurs de Nantes.

L'idée : mettre gratuitement des locaux à disposition de personnes en précarité et en réinsertion, le soir, la nuit, et le week-end (du vendredi soir au lundi matin), **en dehors des horaires de travail**. Des locaux qui sont chauffés ou climatisés même quand les salariés ne sont pas présents. Ce sont les entreprises qui prennent en charge les frais éventuels (aménagement des locaux, électricité et eau). En Seine-Maritime, une seule entreprise est partenaire depuis juillet dernier (aucune dans l'Eure), AXA à Isneauville. Deux personnes ont déjà été accueillies sur le site, une première pendant trois semaines en juillet, et Laurine, 21 ans, sans logement après une dispute avec son père à Canteleu. Elle occupe un bureau depuis le mois d'octobre et jusqu'à début avril, et depuis début janvier, elle a trouvé un travail d'aide à domicile.

950 personnes accueillies dans 350 entreprises en 5 ans

Le groupe AXA accueille des personnes sur ses sites de Bordeaux depuis 2023, Nanterre en région parisienne depuis 2024, et

Isneauville depuis juillet dernier. Il tente désormais de convaincre d'autres entreprises de la métropole de Rouen. Les personnes accueillies sont majeures, seules (pas de familles, de couples ou d'animaux), en situation régulière ou en cours de régularisation, sans addiction ou traitement de santé lourd et engagées dans un projet d'insertion (emploi, formation, recherche d'emploi, cours de langue, etc.). Il n'y a pas de critère de revenu, car il n'y a aucune contrepartie financière. Un point d'étape est réalisé tous les mois entre la personne accueillie, l'entreprise hôte, l'association qui accompagne la personne et les Bureaux du cœur.

Les Bureaux du cœur sont présents dans **36 villes en France** (+ 4 autres en Europe). En 5 ans, 950 personnes ont été accueillies dans 350 entreprises.

- [Isneauville](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Quelque deux cents personnes ont assisté ce jeudi soir à la première réunion publique de Samuel Brigantino à Évreux. L'entrepreneur de 39 ans a décliné, en présence de sa femme et quelques colistiers, cinq engagements de son programme.

Le 30/10/2025 à 23:17

- Le GRETA TOUR revient pour une 3e édition ! Une tournée d'un mois avec plus de 17 étapes à travers la Normandie à bord d'un véhicule pour venir à votre rencontre et vous conseiller sur votre avenir professionnel.

Du 05/05/2025 au 28/05/2025

- Dix-sept personnes ont été interpellées ce lundi 8 avril par les policiers de la sous-direction antiterroriste, en Normandie et en

région parisienne, quatre mois après l'intrusion d'une centaine de militants écologistes dans les locaux du cimentier Lafarge à Val-de-Reuil (Eure).

Le 08/04/2024 à 15:11

- La préfecture de la Seine-Maritime organise ce vendredi un exercice de sécurité aux risques de catastrophes de grande ampleur sur la zone industrielle du Havre. 300.000 personnes en Normandie vont recevoir un message sur leur téléphone via la dispositif FR-Alert.

Le 13/10/2023 à 10:34

Rouen : deux joyaux du XXe siècle classés Monuments Historiques

L.R

~4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



Hôtel de Ville de Rouen, salle du conseil municipal © Pierre Antoine

Rouen franchit une nouvelle étape dans la sauvegarde de son paysage urbain. Depuis l'automne 2025, un nouveau dispositif de protection entoure l'Hôtel de Ville et la Halle aux Toiles, deux piliers de la Reconstruction. Désormais inscrits au titre des monuments historiques, ces édifices voient leurs façades, leurs toitures et leurs espaces intérieurs protégés par un cadre juridique strict. Cette mesure, fruit d'une collaboration étroite entre la DRAC Normandie et la Métropole Rouen Normandie, garantit la pérennité de ces structures pour les générations futures.

L'héritage de Maxime Old à l'honneur

La protection ne s'arrête pas aux murs : elle s'étend aux trésors mobiliers qu'ils abritent. La Halle aux Toiles, achevée en 1961, impressionne par son style « paquebot » et son mobilier signé Maxime Old. Cette actualité patrimoniale résonne d'ailleurs avec l'exposition rétrospective consacrée au célèbre designer, présentée jusqu'au 5 janvier 2026. De son côté, l'Hôtel de Ville marie avec brio l'histoire ancienne et le design d'avant-garde avec sa salle du conseil, chef-d'œuvre des années 1960. En protégeant ces

ensembles cohérents, la ville renforce son authenticité et préserve un véritable musée urbain.

Une stratégie de rayonnement culturel durable

Cette démarche de valorisation s'inscrit dans la continuité du label Ville et Pays d'Art et d'Histoire. En protégeant ces édifices et leurs contenus, Rouen affirme son engagement à transmettre un patrimoine moderne tout en soutenant l'offre touristique locale. Cette coordination entre les acteurs culturels et administratifs permet de transformer l'héritage de la Reconstruction en un levier de dynamisme contemporain. En agissant ainsi, la ville ne se contente pas de conserver des pierres ; elle fait vivre une identité architecturale unique de la région.

"Ce lien entre la mort et la vie est intéressant". Dans cette ville, on se chauffe grâce au crématorium

Écrit par Stéphanie Letournel

6-7 minutes

Au Petit-Quevilly, près de Rouen, le crématorium est raccordé au réseau de chaleur de la ville. Une solution qui permet d'utiliser l'énergie dédiée à la crémation, une source de chaleur autrefois perdue, pour chauffer des logements et des bâtiments publics.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Sans le savoir, des centaines d'habitants du Petit-Quevilly près de Rouen, sont chauffés toute l'année grâce à l'énergie dégagée par l'activité du crématorium de la ville depuis sa mise en fonction, il y a six ans.

"*Malaisante*" pour certains, "*une excellente chose*" pour les autres, si l'information semble insolite, elle est en réalité plutôt banale selon Christian Longuemare, responsable du service chaleur à la métropole de Rouen. "*Le raccordement d'un bâtiment à un réseau de chaleur, c'est quelque chose qui est tout à fait commun, révèle-t-il, on a plusieurs centaines de bâtiments sur la métropole qui sont raccordés à des réseaux de chaleur*".

Le réseau de chaleur de la ville de Petit-Quevilly est majoritairement alimenté par l'énergie qui vient de l'incinération des ordures ménagères du Smedar (syndicat mixte d'élimination des déchets de l'arrondissement de Rouen) à Grand Quevilly. La part d'énergie fournie par l'incinération des défunts est beaucoup plus faible.

Le crématorium est connecté au réseau de chaleur de la ville grâce à un premier échangeur, puisque les locaux sont chauffés par le réseau de chaleur. Un deuxième échangeur sert à récupérer l'énergie des fours pour la délivrer aux réseaux de chaleur dans

l'autre sens pour ainsi alimenter les logements sociaux et bâtiments publics du quartier.

C'est ce procédé à double sens qui est innovant. *"On a un aller et un retour dans ce bâtiment et c'est un cas unique sur l'ensemble du réseau de chaleur"*, explique Christian Longuemare.

Lors d'une crémation, le four est chauffé à une température très importante, de l'ordre de 800°C. La quantité d'énergie qui est fournie par la combustion du corps est extrêmement faible. *"C'est le fait que ce four soit à haute température qui fait que quand on rentre le cercueil avec le défunt à l'intérieur, tout s'embrase et brûle"*, développe le responsable.

L'énergie récupérée est celle qui est dans tous les cas perdue dans les fumées, qu'on appelle énergie fatale. *"Comme on n'a pas le droit de restituer des gaz trop chauds dans l'atmosphère, on doit de toute façon les refroidir, et plutôt que de les refroidir à perte, on réinjecte les calories récupérées dans notre réseau de chaleur"*, explique-t-il.

"On a de l'énergie perdue qui est liée à la mort il faut bien le dire", reconnaît Christian Longuemare, *"et qu'on alimente de l'autre côté des écoles maternelles un CHU des crèches qui sont des lieux de vie, je trouve que ce lien entre la mort et la vie est quelque chose de plutôt intéressant"*.

Au Petit-Quevilly, la chaufferie principale alimente un nombre de logements très important. *"On a 4 300 logements qui sont alimentés par notre réseau de chaleur à Petit Quevilly qui s'étend d'ailleurs jusqu'à la limite de Rouen au quartier du jardin des Plantes"*, précise le responsable.

Le CHU, les serres du jardin des Plantes, un certain nombre de bâtiments publics, des collèges, des écoles, la mairie sont alimentés par ce réseau de chaleur urbain. *"On a des tuyaux et c'est exactement le même fonctionnement qu'un chauffage central dans une maison mais à l'échelle d'une ville"*, compare Christian Longuemare.

La chaleur fournie par le Smedar et le crématorium est envoyée dans tout le réseau, il est donc impossible de déterminer quel établissement bénéficie de l'énergie du Smedar ou du crématorium mais la ville estime que le crématorium alimente environ une centaine de logements à l'année à temps plein.

Tout a été pensé dès la conception du crématorium. Proposé aux élus, le projet, à vocation écologique, a tout de suite été accepté par les élus. Une enquête publique a précédé la construction du crématorium.

"On sait que c'est un sujet sensible, la question à la fois de la mort et de l'accompagnement des familles au moment du décès d'un"

proche", révèle Charlotte Goujon, maire (PS) de Petit-Quevilly et vice-présidente de la métropole de Rouen en charge de la transition écologique, "la population s'inquiétait plutôt du rejet des fumées et des nuisances liées au rejet de ces fumées".

Grâce à ce procédé de récupération d'énergie qui concerne donc le crématorium et le Smedar, la Métropole affirme avoir pu contenir la hausse des tarifs de l'énergie dans un contexte de flambée des prix du gaz.

Ce crématorium à récupération d'énergie n'est pas le seul en France. Selon Charlotte Goujon, maire (PS) de Petit-Quevilly, la transition énergétique est une nécessité, *"il faut absolument qu'on travaille à cette question de la récupération de l'énergie qu'on appelle fatale, c'est ce qu'on fait avec l'usine d'incinération des déchets, c'est ce qu'on va faire prochainement avec une usine qui traite les déchets industriels à côté du quartier Flaubert, donc on essaie de travailler à cet aspect vertueux de la présence d'industrie, mais pas seulement sur le territoire".*

Avec Robin Dussenne et Olivier Flavien.

« Adopter ça à trois mois des élections... » : le développement de la vidéoprotection à Dieppe fait réagir

5-6 minutes

Adoptée lors du dernier conseil municipal, l'installation prochaine de 84 caméras de vidéoprotection à Dieppe (Seine-Maritime) fait réagir les candidats aux élections municipales.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Nicolas Langlois](#)

[Vidéoprotection](#)

Article réservé aux abonnés



Les élus municipaux ont décidé, lors du dernier conseil municipal de l'année, de l'installation prochaine de 84 caméras de vidéoprotection à Dieppe (Seine-Maritime). ©Archives

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 13 janv. 2026 à 20h06 ; mis à jour le 14 janv. 2026 à 9h12

« Il faudrait qu'il y ait des élections municipales tous les ans, ça fait avancer les choses » ironise [André Gautier](#). Leader de l'opposition municipale à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), celui qui s'est déclaré candidat aux [élections de mars](#) prochain a accueilli avec « amusement » la prochaine installation de **84 caméras de vidéoprotection** dans les rues de la cité aux quatre ports, adoptée lors du dernier conseil municipal de l'année **2025**. « C'est assez

amusant de voir que plus la campagne avance et plus un certain nombre de choses que nous mettions en avant trouve des solutions en conseil municipal. »

Une préoccupation importante

Alors que la sécurité s'annonce comme l'un des sujets prégnants du prochain scrutin municipal et alors que le développement de la vidéoprotection figure dans les programmes d'André Gautier et d'[Antoine Labé](#), candidat du Rassemblement national, cette adoption au dernier moment interroge forcément. « Jusqu'à il y a encore peu de temps, le maire ne voulait pas voir que l'insécurité était un problème et il s'avère que si, c'est important » poursuit André Gautier.

Antoine Labé de son côté, voit dans cette démarche un véritable opportunisme politique : « On s'amuse du calendrier, adopter ça à trois mois des élections... C'est une opération de communication qui démontre juste que le maire sait lire des sondages et qu'il sait que la sécurité est une préoccupation importante. »

Pour le représentant du Rassemblement national, il y a une volonté de la part de la majorité municipale de lui « couper l'herbe sous le pied ». « Il ne prend pas le problème de sécurité au sérieux depuis des années et là, il s'adapte » ajoute Antoine Labé.

« Personne n'est dupe »

« Je crois que personne n'est dupe quant aux intérêts que le maire espère retirer de cette décision » assure André Gautier.

Le maire justement, Nicolas Langlois, qui a aussi fait acte de candidature pour les prochaines élections municipales, réfute tout opportunisme : « Avec la majorité municipale, nous n'avons jamais pris de décision en fonction de l'opposition » dit-il. Il met en avant les six caméras nomades installées il y a quelques années, mais aussi les caméras piétons pour les policiers municipaux votées il y a un an.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Un travail commencé il y a un an

Pour ce qui est du timing, là encore, [Nicolas Langlois](#) ne comprend pas vraiment les critiques : « Ce que nous avons voté en décembre, c'est la fin d'un travail commencé il y a un an. Nous avons d'ailleurs voté les crédits pour l'installation des caméras dans le budget 2025 » assure Nicolas Langlois.

Si le travail a pris du temps, c'est parce que le premier édile de la

citée aux quatre ports voulait une réponse sur mesure : « Nous voulions une réponse adaptée à Dieppe et ne pas se contenter d'un copier-coller de ce qui se fait ailleurs. » Il rappelle que lors de son départ de Dieppe, l'ancien commandant du commissariat de Dieppe, [Laurent Noyelle](#), avait d'ailleurs évoqué le travail sur la vidéoprotection mené avec la municipalité, preuve selon Nicolas Langlois, qu'il ne s'agit pas d'une décision de dernière minute.

« Nous travaillerons jusqu'en mars »

« Comme toutes les municipalités de France, nous avons été bloquées pendant deux ans par le Covid. Il faut que l'on avance et avec la majorité municipale nous comptons travailler jusqu'au mois de mars » prévient, en conclusion, Nicolas Langlois.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Quincampoix. A Quincampoix, le maire Eric Herbert est candidat à sa réélection

Julie Hervieux

~2 minutes

Membre du conseil municipal dès 2008 et élu maire depuis 2012, Eric Herbert annonce être candidat à sa réélection.

L.C.C. : Pourquoi vous représentez-vous ?

Eric Herbert : J'ai décidé de proposer ma candidature pour poursuivre le travail entrepris, en continuant à faire vivre ce qui nous rassemble. Au fil des années, une relation de proximité et de confiance s'est établie pour agir dans l'intérêt de notre territoire. Beaucoup de projets sont sortis de terre comme la construction d'une chaufferie à bois, la construction de la nouvelle école ou encore la création de la sente piétonne rue de la Mare aux Loups. Je suis conscient que ces élections sont locales, mais que nous vivons une période incertaine, où le contexte national pèse sur nos vies. C'est précisément dans ces moments-là que l'expérience acquise ces dernières années sera un véritable atout.

L.C.C : Comment se compose votre liste ?

Eric Herbert : Ma liste "Servir Quincampoix ensemble" est composée de femmes et d'hommes avec des grandes qualités, très motivés pour continuer à développer la commune.

L.C.C : Quelles sont les directives pour le prochain mandat ?

Eric Herbert : A l'échelle de notre village, nous avons un pouvoir : celui de préserver notre qualité de vie et de bâtir ensemble une commune qui rayonne. C'est avec cet engagement renouvelé, cet enthousiasme et cette vision de l'avenir que je propose de poursuivre notre travail ensemble. Le but est de continuer à développer notre commune dans le respect de son identité, respectueuse de son passé et audacieuse face à l'avenir.

La Métropole de Rouen défend une logique transpartisane

Aletheia Press

3-4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



Les élus métropolitains ont présenté leurs vœux le 9 janvier à Rouen. © Aletheia Press / B.Delabre

«À chaque fois que nous avons eu des réussites, c'est grâce à l'action collective»... À l'occasion des derniers vœux de la mandature le 9 janvier à Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, président de la Métropole Rouen Normandie, a tenu à dresser un message d'unité. Bridé par la réserve obligatoire liée à la période électorale, l'élu a profité de l'occasion pour mettre en avant l'importance des actions transpartisanes. Un regard illustré par le travail conduit du Havre à Paris, autour de l'axe Seine, bien sûr, mais aussi le territoire de la Métropole. «C'est une belle utopie qui peut se poursuivre quels que soient les prochains résultats dans les urnes».

Être fier de ce qui est fait

«Ce fut un mandat de gros temps», a rappelé Nicolas Mayer-Rossignol, évoquant coup sur coup la catastrophe de Lubrizol, la pandémie, les tensions internationales, l'instabilité politique et

financière en France... *«Mais je crois qu'on peut légitimement être très fiers de ce qu'on a fait sur le territoire»*, a-t-il insisté en se tournant vers l'ensemble des élus métropolitains, et en y associant les équipes des services. Sans rentrer dans le détail des projets conduits, le président de la Métropole s'est félicité de la démographie du territoire, de son attractivité touristique et culturelle, et a pointé quelques reconnaissances obtenues : prix national de la participation citoyenne, 4 étoiles au label climat air énergie, le label Numérique responsable...

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

Oudalle. Le maire souhaite arrêter, mais qui pour prendre la relève ?

Luc Gallais

3-4 minutes

A deux mois des élections municipales, qui se tiendront les 15 et 22 mars, l'incertitude demeure dans la commune d'Oudalle (450 habitants). Aucun candidat ne s'est officiellement déclaré à cette heure, et ce ne semble pas être le cas pour le maire depuis 2014, Jean-Michel Argentin. *"J'aimerais arrêter, je pense avoir mérité une bonne retraite"*, confiait-il lorsqu'on le questionnait il y a de cela plusieurs jours.

"J'ai besoin de souffler"

Elu depuis 1995, d'abord comme conseiller municipal, puis comme adjoint au maire à deux reprises sous l'ère Guy Lemoine, Jean-Michel Argentin ne s'imaginait pas être à la tête de la commune à l'époque. *"Après 25 ans en ayant des responsabilités et deux mandats de maire, j'arriverai à 80 ans en repartant pour un nouveau mandat, explique l'édile, âgé de 73 ans. Je ne trouve pas ça sérieux pour ma santé, j'ai parfois une mémoire qui me joue des tours. Je ne suis pas certain d'avoir la force nécessaire pour me représenter. J'ai besoin de souffler, c'est plus raisonnable. Et puis j'ai une famille, des enfants et petits-enfants, j'aimerais passer plus de temps avec eux."*

"L'hypothèse qu'il n'y ait pas de candidat avec une liste complète existe"

La position de l'actuel maire désormais affirmée, quid d'un candidat pour prendre la suite ? *"Je ne sais pas encore si on peut dire que personne n'est en mesure de prendre la suite..."* Pour tout dire, l' élu voyait bien sa première adjointe, Nathalie Cochard, à sa place. *"Je la vois assez volontaire. Mais il y a des incertitudes, notamment vis-à-vis de sa santé. Mon deuxième adjoint, François Eudier, veut faire comme moi et s'arrêter. L'hypothèse qu'il n'y ait pas de candidat avec une liste complète existe."* Si aucun candidat ne se déclare, l'élection municipale ne peut être organisée et *"une délégation spéciale remplit les fonctions"* de conseil municipal, indique le site du ministère de l'Intérieur. Elle est alors mise en place dans les huit jours *"à compter de la constatation de*

l'impossibilité de constituer le conseil municipal". Cette délégation, avec des pouvoirs "limités", peut administrer le temps d'organiser, "sous trois mois", des élections municipales.

"S'il faut faire encore une ou deux années, pour transmettre le témoin, je veux bien", poursuit Jean-Michel Argentin, un maire qui n'a jamais hésité à être en première ligne. "Pour des problèmes de voisinage, la gestion quotidienne, ou pour gérer des tempêtes comme Goretti dernièrement. J'ai installé des barrières, déblayé des arbres tombés, aidé à déneiger des routes. C'est une fonction très intéressante, passionnante même, on découvre plein de choses, on garde de très bons souvenirs. Mais c'est chronophage. Quand on voit les risques qu'on encourt, à tout bout de champ, il faut avouer que c'est parfois usant. Et on n'est pas toujours aidé..."

Cany-Barville. Eric Toulic a une priorité : agir pour la commune de Cany-Barville

Le Courrier Cauchois

~2 minutes

Eric Toulic est conseiller municipal, élu en 2020 aux côtés de Jean-Pierre Thévenot : *"J'ai observé et appris, c'est avec sérénité et détermination que je souhaite devenir maire et relever les nombreux défis pour Cany-Barville."* Il sera candidat en mars prochain.

Eric Toulic, qui êtes-vous ?

J'ai 59 ans, je suis marié, père de deux enfants, j'ai un petit-fils. J'habite Cany-Barville depuis plus de 30 ans, je suis attaché à cette ville que j'ai envie de voir prospérer.

"En action pour Cany-Barville", votre liste est donc constituée ?

Je suis entouré d'une équipe renouvelée, à plus de 60 %, comprenant des élus actuels et de nouvelles personnes avec des compétences complémentaires issues de différents horizons professionnels et associatifs. Ma démarche est citoyenne, je veux être proche de tous les habitants, donner un nouvel élan à la commune, sans idéologie partisane et en toute sobriété financière.

Quelles sont les priorités de votre programme ?

Nous avons établi un programme ambitieux, concret et réaliste. Cany-Barville est une commune centrale de l'intercommunalité, je souhaite travailler en étroite collaboration avec la communauté de communes de la Côte d'Albâtre qui pilote de multiples compétences. Mes priorités sont la santé (mutuelle communale, des généralistes au pôle de santé), la sécurité, notamment celle des piétons, et la rénovation du patrimoine. Les 3 et 12 mars, je présenterai l'équipe et le programme, lors de réunions publiques.

Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?

Les rédactions locales de Paris Normandie

15-19 minutes

Dans deux mois jour pour jour, le dimanche 15 mars prochain, rendez-vous aux urnes pour le premier tour des élections municipales. L'occasion de faire un point sur les forces en présence et les enjeux dans quatorze villes de l'Eure et de la Seine-Maritime.



Le premier tour des élections municipales a lieu le 15 mars 2026.
Le second, le 22 mars. - PND



Par Les rédactions locales de Paris Normandie

Publié: 15 Janvier 2026 à 06h02 Temps de lecture: 1 min

Rouen : six candidats face à « NMR »





Rouen, 117662 habitants, 55 postes à pourvoir. - PND

[Nicolas Mayer-Rossignol \(PS\)](#) brigue un deuxième mandat, espérant être reconduit à la fois en tant que maire et président de la Métropole. Il s'est entendu avec [les écologistes et les communistes](#) pour faire cause commune dès le premier tour. Face à lui, [Marine Caron \(Horizons\)](#), 35 ans, conduit une liste d'union de la droite et du centre regroupant Horizons, le Modem, Renaissance, le Parti radical et les Républicains. Elle fait de la sécurité l'un de ses principaux thèmes de campagne. Comme en 2020, où elle était arrivée 4e au premier tour, elle n'est pas candidate à la présidence de la Métropole. A l'extrême-gauche, [Maxime Da Silva \(LFI\)](#) propose notamment de lutter contre l'insalubrité des logements. Le NPA révolutionnaire est représenté par [Amaury Renauld](#), un étudiant en architecture, et Lutte ouvrière par Eric Moisan, professeur d'histoire-géo, candidat à Dieppe en 2014 et 2020. Enfin à l'extrême droite, Grégoire Houdan, 24 ans, délégué départemental adjoint du RN, veut faire de Rouen « *la ville la plus sûre de France d'ici 2032* ». [Frédéric Mazier](#), un ancien fonctionnaire de la mairie de Rouen, portera les couleurs de Reconquête.

Le Havre : Édouard Philippe, la gauche qui s'unit... Et les autres



Le Havre, 166687 habitants, 59 postes à pourvoir. - PND

Édouard Philippe est candidat à sa succession. L'enjeu est d'autant plus fort pour lui qu'il a aussi pour objectif l'Élysée en 2027. Il fera

face à une gauche en échec depuis 1995, mais qui se présente plus unie qu'en 2014 (Philippe avait été élu au premier tour avec 52,04 % des voix) et plus qu'en 2020, où il avait réalisé 58,83 % face au député PCF Jean-Paul Lecoq. Sauf surprise, celui-ci devrait être à la tête d'une liste rassemblant a minima sept partis de gauche et écologistes. La France insoumise, guidée par Charlotte Boulogne, fait pour l'instant cavalier seul. Est aussi en lice une alliance entre le RN et l'Union des Droites pour la République, menée par Franck Keller, responsable Normandie de l'UDR. Les autres candidats déclarés sont pour le moment Magali Cauchois (Lutte ouvrière) et Sophie Zarifian, avec un collectif citoyen. Un autre collectif de ce type, Le Havre est à vous, construit une liste. À droite, du côté des Républicains, d'autres personnalités pourraient sortir du bois.

Fécamp : une 3e victoire de la droite face à une gauche unie ?



Fécamp, 17313 habitants, 33 postes à pourvoir. - Stéphanie Péron/
Paris Normandie

La droite réussira-t-elle la passe de trois ? C'est la question principale à deux mois de l'échéance. Après un mandat et demi mené par Marie-Agnès Poussier-Winsback (MAPW) en tant que maire de Fécamp, c'est David Roussel qui a pris la main quand elle est devenue députée de la 9e circonscription, en 2022. [David Roussel](#) a décidé de se présenter en mars 2026. Mais gagnera-t-il face à une gauche désormais unie menée par [Bénédicte Martin](#), contrairement aux deux dernières municipales de 2014 et 2020 ? La question du poids du RN se pose aussi, en la figure de [Serge Girard](#) : lors des dernières élections législatives, en 2024, MAPW avait conservé son siège à quelque 400 voix près face au RN. Autre facteur qui pourrait freiner l'avancée de la droite : l'inattendue candidature annoncée de [Pierre Aubry](#), le premier adjoint démissionnaire de l'équipe municipale. Sans oublier la liste d'un membre de la société civile, [Stéphane Leroux](#).

Yvetot : au cœur des débats



Yvetot, 11438 habitants, 33 sièges à pourvoir. - PN

En capitale du pays de Caux, Françoise Deniau, une ancienne membre de la majorité municipale, a été la première candidate à se dévoiler. Elle plaide pour une liste d'union rassemblant tous les habitants. Le maire sortant divers gauche, Francis Alabert, et sa première adjointe Virginie Blandin sont dans l'arène. À la tête de la mairie depuis octobre 2022, suite à la démission d'Emile Canu pour raison de santé, le duo souhaite travailler dans la continuité. À droite, l'élue d'opposition Dominique Talandun-Chauvel est entrée en campagne. La cadre de la fonction publique compte faire d'Yvetot une ville dynamique. Enfin, David Lefebvre, le président du Yvetot Athletic Club, mènera une liste sans étiquette avec l'ambition de donner une nouvelle énergie à la ville.

Lillebonne : un duel d'expérience



Lillebonne, 8541 habitants, 29 postes à pourvoir. - PND

À Lillebonne, la campagne des municipales s'organise autour d'un face-à-face. La maire sortante, [Christine Déchamps](#), [brigue un nouveau mandat](#) en mettant en avant un bilan financier qu'elle juge solide, dans un contexte pourtant marqué par des crises

successives : sanitaire, inflationniste et politique... et, localement, par la fin d'activités industrielles majeures. Face à elle, [Patrick Cibois, élu de longue date, et premier candidat déclaré](#), entend incarner l'alternative autour des thèmes de la sécurité, de la santé et de l'attractivité. Avec sa liste, il annonce co-construire un programme « *pour redonner à Lillebonne le dynamisme qu'elle mérite, alors qu'elle se paupérise et qu'elle a perdu de son influence* ».

Elbeuf : deux challengers face au maire sortant



Elbeuf, 15474 habitants, 33 postes à pourvoir.

Élu depuis mars 2008, Djoudé Merabet (PS) est candidat à sa succession pour la troisième fois. Comme en 2020 où il avait élu au premier tour avec près de 66 % des suffrages, [le maire sortant d'Elbeuf](#), également premier vice-président de la Métropole Rouen Normandie en charge de l'Urbanisme, devra se démarquer face à plusieurs challengers. Pour l'heure, ils sont deux à s'être lancés dans la campagne. D'une part, Lisa Moreau, attaché parlementaire de la députée Alma Dufour et [chef de file de la liste LFI](#) « Elbeuf populaire ». D'autre part, Yanis Khalifa (Modem), conseiller municipal d'opposition depuis 2020 et responsable départemental de son parti.

Bolbec : un paysage politique éclaté



Bolbec, 11590 habitants, 33 postes à pourvoir. - PND

À Bolbec, beaucoup se souviennent des élections de 2020, où cinq listes s'étaient maintenues au second tour, impliquant un conseil avec plusieurs listes d'opposition et des débats plutôt houleux. Le [maire sortant sans étiquette, Christophe Doré](#), vise un nouveau mandat en revendiquant un ancrage local et indépendant. Face à lui, [le RN, emmené par Douglas Potier](#), entend capitaliser sur ses scores élevés aux dernières législatives. La gauche, représentée notamment par [David Duhamel](#) et [Rachid Chebli](#), plaide pour un projet social et participatif. Santé, sécurité et cadre de vie s'imposent comme des thèmes transversaux.

Dieppe : la gauche unie face à la droite et à l'extrême-droite



Dieppe, 28496 habitants, 35 sièges à pourvoir. - PND

Dans la ville aux quatre ports, le premier candidat à s'être déclaré est Antoine Labé, attaché parlementaire du député RN élu en 2024, Patrice Martin. Tout juste trentenaire et novice en politique, le Rouennais récemment installé à Dieppe dit ne « *pas être là pour faire de la figuration* » et veut incarner l'alternance face à une « *coalition d'extrême gauche dogmatique* ». Aussi sur la ligne de départ, André Gautier, élu d'opposition LR de longue date, déjà deux fois tête de liste et qui a rallié cette fois la droite libérale de Dominique Garçonnet. Objectif : « *Rassembler une majorité de Dieppois, entre les deux extrêmes (...), sans étiquette.* » Enfin, le maire PCF sortant, Nicolas Langlois, a annoncé sans surprise qu'il comptait rester maire. C'est la deuxième fois qu'il se présente sur son nom, après avoir remporté l'élection au premier tour il y a six ans. Toujours soutenu par les écologistes et insoumis dieppois, il continue de défendre sa vision de la solidarité.

Évreux : neuf prétendants et des controverses





Évreux, 49360 habitants, 43 sièges à pourvoir - Photo d'archives Paris Normandie

Avec neuf candidats en lice, quatre à gauche, deux divers droite et trois d'extrême droite, la campagne s'annonce dense à [Évreux](#). Le maire sortant, [Guy Lefrand](#), brigue un troisième (et dernier) mandat. Il repart au combat avec une équipe renouvelée « à 50 % » et sur fond de crise interne au sein de sa majorité. Il a [retiré la délégation de sa première adjointe](#) et une autre [a rejoint](#) l'un de ses principaux concurrents, [Samuel Brigantino](#). À gauche, l'éparpillement est de mise. L'ancien maire d'Évreux (2008-2014) [Michel Champredon](#) et son ex-adjoint aux Finances, [Gérard Silighini](#) font liste à part, tandis que [Nathalie Chartier](#) (LFI) cherche à se démarquer avec un programme de rupture. Enfin, de l'autre côté de l'échiquier politique, le candidat [Jean Messiha](#) veut renverser la table mais peine à boucler sa liste. La campagne est aussi traversée par des tensions et des controverses. Elles ont conduit [le préfet de l'Eure](#) à rappeler à l'ordre publiquement plusieurs candidats et à affirmer les règles de neutralité de l'État.

Vernon : suspense pour le maire sortant et retour du RN





Vernon, 25290 habitants, 35 postes à pourvoir. - PNormandie

Dans la deuxième ville de l'Eure, le maire sortant, François Ouzilleau, laisse planer le mystère quant à sa position pour la prochaine élection. Maire depuis 2015, il est la tête de liste la plus probable pour un troisième mandat du groupe Générations Vernon. Il aurait cette fois face à lui un candidat RN, [Franck Pralong](#), alors que le parti de Jordan Bardella n'était pas représenté en 2020. À gauche, c'est l'union... ou presque. La France insoumise, Europe Écologie-Les Verts et le Parti communiste se sont réunis derrière [Amandine Liard](#), dirigeante de la section euroise du PCF. [Philippe Nguyen Thanh](#), maire socialiste de la commune de 2008 à 2014, a décidé de mener sa propre liste à gauche. Christian Mazure, adjoint à l'urbanisme à Sainte-Geneviève-lès-Gasny, sera également candidat, sans étiquette.

Louviers : un combat de coqs entre quatre têtes de liste



Louviers, 18705 habitants, 33 postes à pourvoir.

Les listes se multiplient à Louviers. En ce mois de janvier, on en compte quatre : celle du maire MoDem sortant François-Xavier Priollaud, du candidat RN Patrice Pauper, du député PS Philippe Brun, et une autre liste de gauche menée par Étienne Prévost, soutenue par LFI. Seules des têtes de liste masculines se présentent pour l'instant. [Le candidat RN a été le premier à se manifester en novembre](#), tandis que [le maire sortant a attendu la fin de l'année 2025 pour annoncer sa candidature](#). Le député socialiste, lui, a officialisé la sienne très récemment, mercredi 7 janvier. Cette annonce a valu [un refus d'alliance de la part des Insoumis lovériens](#), qui ont trouvé un partenaire du côté de l'ancienne liste des municipales de 2020, « Louviers autrement ».

Neufchâtel-en-Bray : qui pour succéder à Xavier Lefrançois ?



Neufchâtel-en-Bray, 4662 habitants, 27 sièges à pourvoir. - Photo d'illustration Paris Normandie

Maire depuis 2008, Xavier Lefrançois a renoncé [à briguer un quatrième mandat à Neufchâtel-en-Bray](#). Pour le remplacer, trois candidats se sont déclarés pour l'instant. Philippe Trelat, son adjoint, se place « dans la continuité » du maire sortant, avec une partie de l'équipe actuelle. Il aura face à lui : Joël Lacaille, qui achève son premier mandat au sein de l'opposition, et Anthony Paquet, un jeune commerçant. La vie municipale neufchâteloise est tout cas scrutée : une [page Facebook La Gazette de Neufchâtel](#) s'est créée début janvier pour « *suivre de près l'action des élus municipaux, décrypter leurs décisions et éclairer les orientations prises pour notre commune* ».

Bernay : déjà trois candidats en lice



Bernay, 9765 habitants, 33 sièges à pourvoir. - Alexis Perché

La maire sortante, Marie-Lyne Vagner, est candidate de longue date pour un second mandat. Le 15 novembre 2025, elle a

officiellement lancé sa campagne. Sa liste, « Bernay, Ville d'avenir », aura entre autres pour ambition de favoriser l'attractivité de la commune. Elle sera composée d'élus sortants et de nouveaux visages. Face à elle, Simon Jaraie sera la figure de la gauche avec sa liste « Bernay l'alternative ». Bras droit de Pascal Didsch, candidat historique et élu d'opposition, l'enseignant de 34 ans prône, entre autres, les retours en régie et la défense du service public. Troisième candidat annoncé : Francis Viez, ancien élu municipal et chef d'entreprise de 64 ans. Sa liste de droite, « Agir pour Bernay. Ensemble ! », aura pour but « *d'apporter un regard différent et une approche renouvelée de l'action locale.* »

Pont-Audemer : Alexis Darmois-Kévin Mauvieux, un duel attendu



Pont-Audemer, 10023 habitants, 35 postes à pourvoir. -
PNormandie

Maire depuis 2022, Alexis Darmois (Horizons) a officialisé sa candidature en début de semaine. « *C'est la conclusion d'une réflexion que j'ai entamée il y a un moment déjà, pour faire aboutir la vision que j'ai voulu porter en devenant maire il y a quatre ans* », explique l' élu. Toutes les tendances politiques seront représentées. « *Cette liste sera largement renouvelée, avec plus de 50 % de nouvelles personnes, sans étiquette. Quand on voit ce qu'ont fait les partis au niveau national, je me passe volontiers de leur soutien pour les municipales.* » À deux mois du premier tour, une seule liste d'opposition est sur la ligne de départ. Elle sera menée par Annabelle Arson, attachée parlementaire de Kévin Mauvieux, le député RN, qui sera n° 2 sur la liste. « *Nous avons pour objectif de redresser Pont-Audemer, et comme je ne peux, ni ne veux, cumuler les mandats, je souhaitais une personne de confiance avec qui travailler dans cette direction.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières

actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau Astuce se poursuit en 2026](#)

[Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri »](#)

[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire de La Vaupalière ne se représente pas](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Évreux \(Eure\)](#), [Guy Lefrand](#)

Contenus sponsorisés

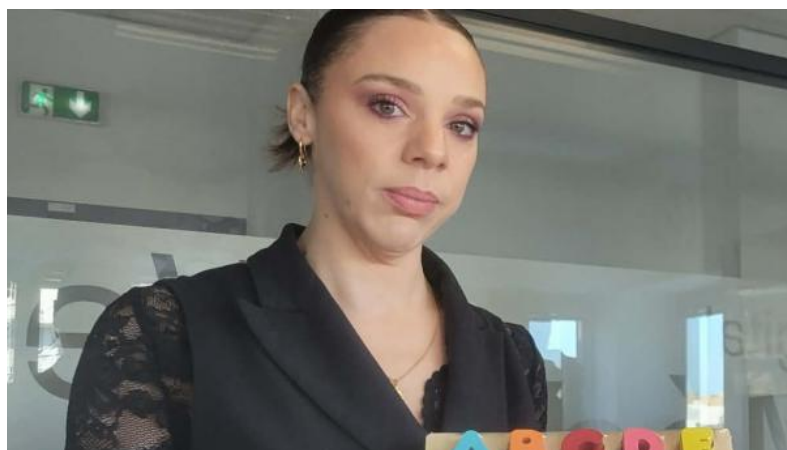
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau Astuce se poursuit en 2026](#)



Exclusif

[Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri »](#)



[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire de La Vaupalière ne se représente pas](#)



[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)



[Chez Ferrero la RSE doit infuser l'entreprise à tous les échelons](#)





[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Quand l'application de rencontres Tinder s'immisce dans la campagne

Christophe Frebou

5-6 minutes

À partir du mercredi 14 janvier 2026, Tinder s'associe au gouvernement pour informer les jeunes et stimuler leur participation citoyenne.



Publié: 14 Janvier 2026 à 15h49 Temps de lecture: 2 min

Vous avez un date, comprenez un rendez-vous galant, au bureau de vote. On n'en est pas encore là. Pour autant, l'application de rencontres Tinder s'immisce dans la campagne des [élections municipales qui se tiendront les 15 et 22 mars 2026](#).

En effet, Tinder s'associe au Service d'Information du Gouvernement (SIG) pour déployer une campagne d'information à destination des jeunes électeurs. Une campagne directement intégrée à l'application et visible du 14 janvier au 22 mars 2026.

Ainsi, comme l'explique Tinder « *les utilisatrices et utilisateurs âgés de 18 à 30 ans verront apparaître dans l'application trois cartes d'information (dénommées swipe cards) dédiées aux principales étapes du scrutin municipal.* » Des cartes rappelant les modalités et délais d'inscription sur les listes électorales, des informations relatives à la procuration, le rappel des dates clés et des démarches essentielles.

Forte abstention chez les 18-30 ans

Une campagne particulièrement ciblée puisque 60 % des utilisateurs de Tinder ont entre 18 et 30 ans. Une tranche d'âge qui, souligne le communiqué de Tinder, « *se caractérise par une participation électorale plus fragile* ». Selon l'Insee, l'abstention systématique plafonne jusqu'à 25 % chez les 18-30, bien au-dessus des autres tranches d'âge (sauf les plus de 80 ans).

« *Les élections municipales sont un moment clé pour la vie*

démocratique locale. Il est indispensable que les jeunes électeurs disposent d'une information fiable, accessible et vérifiée pour accomplir leurs démarches qu'il s'agisse de l'inscription ou de la procuration. Ce partenariat avec Tinder nous permet d'atteindre un public jeune dans les espaces numériques qu'ils fréquentent quotidiennement afin de l'accompagner de manière concrète dans l'exercice de sa citoyenneté en toute confiance », justifie Michaël Nathan, directeur du Service d'information du Gouvernement.

La question demeure : cela va-t-il « matcher » entre les jeunes et le bureau de vote ?

Lire aussi

[Eure-et-Loir : le parrainage de proximité, un nouvel élan pour les enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance](#)

[Chartres : la ville s'engage pour un cadre de vie favorable aux abeilles et à la biodiversité](#)

[Yvelines : déviations de bus jusqu'au 19 janvier 2026 à cause de travaux sur la rue du Berry à Sartrouville](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

[Retour en haut du site](#) [Région](#) [Rouen](#) [Le Havre](#) [Évreux](#) [Dieppe](#)
[Fécamp](#) [Vernon](#) [Louviers](#) [Yvetot](#) [Bernay](#) [Bolbec](#) [Pont-Audemer](#)
[Elbeuf](#) [Lillebonne](#) [Neufchâtel-en-Bray](#) [Deauville et sa région](#) [Caen](#)
[Faits divers](#) [France](#) [Monde](#) [Pratique](#) [Emploi](#) [Immobilier](#) [Sports](#)
[Loisirs](#) [Économie](#) [Politique](#) [Vidéos](#) [Agenda](#) [La Voix du Nord](#) [L'Union](#)
[Le Courrier picard](#) [L'Aisne nouvelle](#) [L'Est Eclair](#) [L'Ardennais](#) [Nord](#)
[Littoral](#) [Le Messenger](#) [Le Soir](#) [Sud Info](#)

Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat

5-6 minutes

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Réseaux sociaux](#)

[Santé](#)



Sophie Zarifian emmène la liste Le Havre en Débat aux élections municipales du Havre, en mars 2026. (©Delphine Revol – 76Actu)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 14 janv. 2026 à 20h04

C'est officiel ! **Sophie Zarifian** sera bien candidate aux prochaines élections municipales [du Havre](#) en mars 2026. Elle mènera la liste **Le Havre en Débat**, à partir du mouvement citoyen éponyme qu'elle a elle-même créé.

À 40 ans, cette Havraise, réalisatrice de documentaires, se lance dans la course à l'écharpe tricolore, avec un mouvement citoyen. **Sans étiquette politique**, sans connivence avec un quelconque parti, et ce malgré des appels du pied d'autres listes. « Nous ne voulons pas d'idéologie : on part du terrain. Parler avec l'autre liste citoyenne au Havre, oui cela a du sens, mais avec les partis

politiques c'est non », explique celle qui se voit confortée par le **dernier sondage Ifop** mettant en exergue l'[appétence des Français pour soutenir des listes citoyennes](#) aux prochaines Municipales.

(On pense vraiment qu'il faut qu'on reste indépendant

Des vidéos qui ont créé l'engouement

Sophie Zarifian a démarré la campagne, sans le savoir vraiment – dit-elle – il y a déjà un an. En effet, c'est **en janvier 2025** que la cinéaste a commencé une série de vidéos engagées qui circulent sur les réseaux sociaux, et notamment Facebook, jusqu'à former une [communauté de plus de 3 500 followers](#). « Quand je suis revenue au Havre en 2014, j'ai pu constater qu'il n'y avait pas vraiment d'espaces de paroles pour les citoyens. Dans les conseils de quartier, les projets sont présentés clés en main, il n'y a pas de débat ».

Sur les réseaux sociaux, ses vidéos thématiques où elle dénonce notamment la gestion de la ville par le **maire actuel, Edouard Philippe**, ont fait mouche. « Il y a eu beaucoup d'échanges en commentaires, preuve qu'il fallait créer des espaces pour cela. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les échanges virtuels ont commencé à se transformer en rencontres réelles organisées d'abord en petits comités entre citoyens intéressés par la question, jusqu'à former des **commissions thématiques**. « Aujourd'hui, on se voit toutes les deux semaines et le mouvement grandit toujours », se félicite celle qui a décidé d'**en prendre officiellement les rênes** pour traduire toutes ces idées en projet électoral. « Il y a environ 130 personnes qui ont rempli le formulaire en ligne pour rejoindre notre dynamique. »

Si la liste, qui **se composera de 59 colistières et colistiers**, n'est pas encore dévoilée, les citoyens du Havre en Débat ont déjà commencé la campagne. Des vidéos les montrent, face caméra, dans leurs quartiers, et certains seront dès cette semaine sur les marchés de la ville, pour aller à la rencontre des habitants, comme **Lahcène Belgacem**. Pas de tractage prévu pour leur campagne : « nous allons échanger avec les gens et il y aura un QR Code sur nos chasubles qui renverra vers notre projet », annonce Sophie Zarifian.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Le citoyen au centre du programme de la liste

Les grands axes du programme sont déjà dévoilés sur le [site Internet de la liste](#) : « La question du bien-vivre au Havre en réponse à la dégradation de la qualité de vie, mais aussi la mobilité, la santé avec la difficile problématique de trouver un médecin traitant, la question écologique, et bien sûr, en guise de colonne vertébrale, la démocratie locale, c'est-à-dire, avec le citoyen au cœur de la gouvernance ».

Pour ce faire, Le Havre en Débat prévoit de redonner du pouvoir aux conseils de quartier avec des budgets dédiés, de créer des **assemblées citoyennes tirées au sort** avec un droit de regard sur la politique municipale, des temps de parole accordés aux habitants pendant les conseils municipaux, une transparence vis-à-vis de la vente des biens publics et la gestion municipale, et la retransmission en visio des conseils municipaux.

Prochainement, une **association à but électoral** sera créée pour permettre l'ouverture d'un compte et ainsi recueillir des dons financiers pour la campagne : la liste Le Havre en Débat n'étant affilié à aucun parti, la campagne doit être financée par les colistiers.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Rouen : en "chef d'orchestre", ce maire referme la partition après une dernière cérémonie des vœux

4-5 minutes

Le maire de La Bouille, Jacques Meng, a mené le samedi 10 janvier 2026 sa dernière cérémonie des vœux avant de rendre son écharpe, avec nostalgie et émotion.



Jacques Meng a présenté ses vœux et ceux du conseil municipal, pour la dernière fois. ©Le Journal d'Elbeuf

Par [Rédaction Elbeuf](#) Publié le 15 janv. 2026 à 11h41

Malgré un côté jovial, il n'était pas difficile de discerner chez **Jacques Meng** une émotion particulière pour sa dernière **cérémonie des vœux** en tant que maire de [La Bouille \(Seine-Maritime\)](#), le samedi 10 janvier 2026. Autour de lui, les élus du conseil municipal, que l'édile a une nouvelle fois présentés « comme un chef d'orchestre présente ses musiciens », dira-t-il.

La fin de 18 ans de vie publique

Devant un parterre d'élus, de différentes instances et d'acteurs du paysage bouillais, Jacques Meng a rappelé les mandats précédents. « Je ne vais pas prétendre à poursuivre le mandat de maire. Voilà 18 ans que je suis élu au conseil municipal, et au poste de maire de 2020 à 2026. »

Évoquant « son orchestre », il égratignait au passage un orchestre national sans véritable harmonie, selon lui : « Je ne peux me retenir

de dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, l'orchestre bouillais est à l'antipode de nos élus nationaux qui jouent une musique cacophonique. »

Retour sur six ans de mandat

Jacques Meng présentait ensuite une synthèse de ces six dernières années. Sa liste La Bouille j'y tiens a été élue au premier tour, le 15 mars 2020. Dès le lendemain, un nouveau programme avait pour slogan « La Bouille au secours, on cherche désespérément des masques », pour marquer le début du confinement lié au Covid.

Malgré cela, il fallait poursuivre le mandat : secourir le clocher de l'église, mener la réhabilitation thermique de la mairie, aménager la voirie pour réduire l'accidentologie routière... Sans oublier la sixième place au concours « Le village préféré des Français » de Stéphane Bern. Ce dernier s'engageant à apporter une aide de 260 000 € pour la restauration du clocher de l'église, grâce au loto de la Fondation du patrimoine.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le maire rappelait également le début de deux projets d'envergure, les travaux du parc urbain, sur l'ancien terrain de football, à partir du mois de février, et dès la semaine prochaine pour ceux de l'église. Un troisième projet figure au prochain mandat, avec le dépôt d'un permis de construire de 15 logements : « Ce mandat se termine sur une note optimiste, malgré les difficultés rencontrées, sachant qu'il est de plus en plus difficile de faire aboutir des projets. »

Avant de conclure, Martine Cousin, conseillère municipale, représentant les associations, remettait à monsieur Girard, pour la Ligue contre le cancer, un chèque de 1 304 € collectés à l'occasion du Marché de Noël.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)





Un chèque de 1 304 € a été remis à la Ligue contre le cancer lors de cette cérémonie ©Le Journal d'Elbeuf

Un autre chèque de 2 179 € collecté à l'occasion du Téléthon sera remis prochainement à Georges Salinas, coordinateur départemental de Seine-Maritime, retenu ce soir-là.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen. La grève tous les samedis dans les transports du réseau Astuce se poursuit en 2026

Paris Normandie

2-3 minutes

Un nouveau préavis de grève a été déposé par la CGT Transdev pour les samedis sur les six premiers mois de 2026.



Un préavis de grève a été déposé pour 2026 dans les transports du réseau Astuce. - Archives Stéphanie PÉRON CLÉMENT/PN



Publié: 15 Janvier 2026 à 10h09 Temps de lecture: 1 min

Les perturbations tous les samedis dans les transports de l'agglomération rouennaise devraient se poursuivre en 2026. La CGT Transdev a déposé un nouveau préavis de grève pour les samedis compris dans la période du 17 janvier au 27 juin. Il fait suite à un [premier préavis](#) qui courait d'octobre à décembre 2025.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Pas de réponse favorable »

« Comme en fin d'année 2025, la CGT revendique l'intégration des temps de déplacement dans le temps de travail effectif, précise

Transdev dans un communiqué. Les propositions faites en 2025 par la direction n'ayant pas été acceptées par la CGT, l'entreprise ne peut apporter de réponse favorable à ces revendications à la hausse, qui ne sont pas finançables en l'état dans le cadre de la Délégation de Service Public. »

Conséquence, des perturbations sont à prévoir sur le métro, les lignes Fast et Teor et les lignes 10,11,15,20,22,27,41,43. Les lignes TAE, les lignes scolaires, la navette Calypso et le service Filo'r ne seront pas impactés.

Lire aussi

[Hugo, 8 ans, victime d'agressions sexuelles au Rouvray : « Pour nous, c'était une mise à l'abri »](#)

[Municipales 2026. Après 25 ans d'engagement politique, le maire de La Vaupalière ne se représente pas](#)

[Qui est le Rouennais Lucas Gridaine qui vise le titre de Mister France 2026 ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Au Havre, des médiateurs parcourent le chantier du tramway à la rencontre des riverains

Romain Huynh

4-5 minutes

La construction de la ligne C du tramway est, pour le moins, un chantier au long cours. Les travaux ont commencé en février 2025, et ils devraient s'achever à la fin de l'année 2027. Deux années pendant lesquelles la ville, la circulation et les habitudes de chacun auront été bouleversées. Certains habitants auront dû s'habituer à vivre avec le chantier sous leurs fenêtres, d'autres auront vu les places de stationnement se raréfier autour de leurs commerces et de leurs entreprises.

Pour limiter les crispations autour de ce chantier, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole a mis en œuvre une médiation, assurée par trois agents.

« Les gens voient qu'on les entend et qu'on prend en compte leurs problématiques. »

Maïté Deleu, Responsable communication à la direction tramway

Pourquoi des médiateurs ?

Julien Thoreux, Mathilde Renault et Rémi Frébourg, les trois médiateurs, « *sont en première ligne*, résume Maïté Deleu, responsable de la communication à la direction tramway de la communauté urbaine. *On reçoit des messages de riverains qui ont des interrogations, sur des problématiques aussi diverses que le ramassage d'ordures ménagères, le stationnement, l'accessibilité... Leur mission est alors de trouver des solutions, avec les autres services, d'être à l'écoute des habitants. Les gens voient qu'on les entend et qu'on prend en compte leurs problématiques.* »

Si Julien Thoreux a commencé son travail dès septembre 2024, ses deux collègues ont été déployés en septembre 2025. Depuis leur arrivée, ils ont été sollicités une centaine de fois.

Comment les contacter, comment les rencontrer ?





Le travail des médiateurs se fait au contact des riverains et des entreprises qui travaillent sur le chantier. - Boris Maslard/Paris Normandie

Les trois agents sont joignables par mail et par téléphone. Selon les demandes, ils se déplacent sur le chantier à la rencontre des riverains.

Mathilde Renault est attachée au secteur nord, qui va de l'avenue Jean-Jaurès au terminus Parc jardin à Montivilliers. Rémi Frébourg couvre le secteur sud, du quartier Vallée Béreult au centre de maintenance Demidoff. Julien Thoreux, quant à lui, est médiateur référent, il n'est donc pas en charge d'un secteur particulier mais des « reconstitutions riveraines ».

Il s'agit de fournir une solution aux riverains dont l'accès est empêché par les travaux. Cela passera par exemple par l'élargissement d'un portail, ou la création d'un nouvel accès. Des travaux, le cas échéant, qui sont pris en charge par la communauté urbaine.

Informations pratiques : **Mathilde Renault** : mathilde.renault@lehavremetro.fr, 02 79 92 96 81 ou 06 79 63 73 30. **Rémi Frébourg** : remi.frebours@lehavremetro.fr, 02 35 22 25 37 ou 06 07 87 31 02. **Julien Thoreux** : julien.thoreux@lehavremetro.fr, 02 76 40 52 34 ou 06 76 61 67 02.

Axes de circulation, les changements en cours

Depuis le lundi 5 janvier 2026, deux axes sont passés en sens unique : le boulevard de l'Amiral Mouchez, entre la rue Denfert-Rochereau et la rue Dumont-d'Urville, n'est ouvert à la circulation que dans le sens est-ouest. La rue de la Vallée, entre la rue Viviani et le boulevard de Gravelle, ne peut, elle aussi, être empruntée que dans le sens est-ouest.

Du lundi 26 janvier au vendredi 6 février, la rue Desmallières sera fermée entre la rue Demidoff et la rue Massillon, sauf pour les riverains.

D'autres axes vont, en revanche, être de nouveau ouverts à compter du 1^{er} février. C'est le cas de la rue du Pont Tinel, entre la

rue du Commandant-Abadie et l'avenue Jean-Jaurès. La rue de la Gaieté à Harfleur, en sens unique est-ouest depuis le 22 décembre, va être rétablie dans les deux sens de circulation.

A deux mois des municipales, l'exécutif se positionne pour faciliter la création des communes nouvelles

Paul Idczak

5-6 minutes

Redonner un élan et une dynamique à la création de communes nouvelles après plusieurs années de stagnation. C'est l'objectif d'[une proposition de loi](#) déposée au Sénat le 26 décembre dernier et portée par le groupe Union centriste (UC). Visant à "*faciliter*" la création de ces collectivités ainsi que leur fonctionnement, ce texte, mis sur la table du Parlement à quelques semaines des municipales, intervient après plusieurs années en demi-teinte pour ce dispositif de fusion de communes instauré par la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

Car, s'il existe aujourd'hui 844 communes nouvelles, qui rassemblent plus de 2 700 communes historiques et près de 3 millions d'habitants, seulement 125 d'entre elles ont vu le jour entre 2019 et 2025, contre 719 sur la période précédente. Un coup de frein significatif qui a poussé l'inspection générale de l'administration à alerter, en 2022, [sur le niveau insuffisant des fusions des communes](#). Les inspecteurs se positionnaient ainsi, à l'époque, en faveur d'une "*relance*" du dispositif, notamment par le biais d'une "*réflexion globale sur le bloc communal*".

Un message reçu en partie par l'exécutif, qui avait fait passer, au PLF 2024, un amendement réformant à la hausse le dispositif d'incitation financière dont peuvent bénéficier les collectivités qui souhaitent se regrouper. Avec un impact instantané, puisque le nombre de communes nouvelles créées sur l'année 2024 a quadruplé par rapport à 2023.

Lire aussi : [Le gouvernement veut relancer les créations de communes nouvelles](#)

Plus de deux ans après cet amendement, et après une année blanche sans aucune fusion de communes du fait de l'horizon des municipales, le gouvernement a choisi, en ce mois de janvier, d'engager la procédure accélérée sur la proposition de loi du groupe UC. Une formation dont est issue, pour rappel, la ministre de l'Aménagement du territoire, Françoise Gatel, à l'origine d'une loi adoptée en 2019 qui a permis d'[adapter l'organisation des](#)

Plusieurs mesures de simplification

Dans le détail, cette proposition de loi comporte 13 articles visant, dans l'ensemble, à simplifier la fusion des communes. Parmi les nouveautés qui seraient instaurées par le texte, celui-ci prévoit notamment de mettre fin à l'impossibilité de créer une commune nouvelle lorsqu'une délégation spéciale a été instituée dans l'une des communes qui souhaite se rassembler. Car, en l'état actuel du droit, une telle délégation, en place de manière provisoire, en lieu et place d'un conseil municipal, ne peut délibérer en faveur d'une fusion de communes, ce qui provoque parfois, expliquent les sénateurs, un blocage *“durable”*. La PPL propose donc *“qu'après deux élections municipales consécutives infructueuses alors qu'une délégation spéciale a été nommée, il soit possible au préfet de proposer la création d'une commune nouvelle”* après consultation des habitants des communes concernées.

Un autre article propose de faciliter la création de communes nouvelles à cheval sur plusieurs départements ou région, en faisant disparaître le droit de veto de ces dernières sur une fusion de communes, et en faisant évoluer, si besoin, *“la carte départementale ou régionale par décret en Conseil d'État”*.

Favoriser les investissements et le maintien des services publics

Au menu également, une mesure pour garantir aux communes nouvelles le maintien d'un subventionnement au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, permettant de soutenir les investissements des petites communes jusqu'à un certain seuil de population. Le texte vise ainsi à garantir pendant six ans ce dispositif aux communes nouvelles *“dont toutes les communes historiques remplissaient les conditions pour bénéficier de la DETR”*.

Sur le plan budgétaire, par ailleurs, les sénateurs centristes veulent encourager la création de communes nouvelles à l'échelle d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) en faisant *“évoluer”* les modalités de calcul de leur dotation globale de fonctionnement.

Lire aussi : [Le Parlement adopte une loi pour faciliter la constitution de communes nouvelles](#)

En outre, le texte se penche aussi sur le maintien des services publics au sein de communes nouvelles tout juste créées, en prévoyant qu'entre la date de création de la commune nouvelle et jusqu'au premier renouvellement général de son conseil municipal, *“le préfet soit saisi pour avis conforme, à la demande du maire de*

la commune nouvelle concernée, avant toute réforme des services de l'État ouverts au public”.

Enfin, dans une logique de simplification, la PPL du Sénat ouvre la voie à une facilitation de la procédure dite de “défusion” des communes nouvelles, ainsi que le rattachement de ces dernières à un EPCI-FP, en réduisant les délais et les procédures de consultation qui leur sont liées. Toutes ces propositions arriveront très rapidement dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, avec une première lecture, en séance publique, prévue pour le 5 février prochain.

Logement des agents publics : le ministre mobilise les préfets

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

Le sujet est cher au ministre Amiel tant il est convaincu que faciliter l'accès au logement des agents publics pourrait permettre de lever certains freins à l'attractivité de la fonction publique.

La proposition de loi visant à “ *améliorer l'accès au logement des travailleurs des services publics* ”, qu'il avait initiée alors qu'il était député Ensemble pour la République, a été adoptée lundi 12 janvier, en première lecture par l'Assemblée nationale.

“ Nous nous félicitons de cette première étape franchie, ont déclaré conjointement David Amiel, ministre délégué chargé de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat et Vincent Jeanbrun, ministre délégué chargé du Logement. Nous souhaitons, en parallèle de la poursuite des travaux parlementaires, lancer une mobilisation générale autour de l'urgence du logement des agents de première ligne. ”

Car si la proposition de loi permettra de multiplier les possibilités de construction, de réhabilitation et de donner des outils aux employeurs publics pour réserver des logements, “*des solutions sur-mesure doivent être trouvées localement*”, poursuivent les deux ministres.

Pour aller plus loin, ils réuniront dans les prochaines semaines les préfets de territoires qui connaissent les plus grosses tensions immobilières, par exemple l'Ile-de-France, les régions touristiques, mais aussi frontalières. “*Ces derniers iront à la rencontre des employeurs publics et feront l'inventaire des logements, bâtiments, terrains disponibles pour proposer après mars aux nouveaux maires de travailler activement à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs publics, soignants, policiers ou encore surveillants pénitentiaires*”, indiquent les deux ministres.

Lire aussi : [Le logement, un chantier stratégique pour l'attractivité de la fonction publique mais qui peine à émerger politiquement](#)

A l'issue de ces échanges, une charte à destination des futurs exécutifs issus des élections municipales sera publiée pour les inviter à s'engager et à démarrer ce travail de terrain en coordination avec les services de l'État et ce, dès leur prise de

fonction. En début de semaine lors du Conseil commun de la fonction publique, l'entourage de David Amiel a rappelé la nécessité de se mobiliser sur cette question centrale, alors qu'elle ne semble pas vraiment mobiliser les foules.

Elle est pourtant urgente, tant le gap entre le niveau de traitement des fonctionnaires et la flambée de l'immobilier se creuse chaque année. *“Soignants, enseignants, policiers, surveillants pénitentiaires, agents territoriaux, qui font vivre nos services publics, que nous avons applaudis hier et dont nous avons plus que jamais besoin aujourd’hui, sont confrontés à une crise du logement qui permet en péril non seulement leur quotidien, mais aussi le fonctionnement même de l’action publique”*, a notamment déclaré, en séance, la députée du Finistère Annaïg Le Meur (Ensemble pour la République). Rappelant la réalité par les chiffres : en 2023, sur 105 000 demandes de logement formulées par des agents publics, seules 20 % ont abouti.

Des leviers techniques attendus par les administrations

Pour rappel, la proposition de loi prévoit dans son premier article la mise en place d'une "clause de fonction" dans les baux sociaux réservés par les employeurs publics. En d'autres termes, lorsqu'une collectivité ou un hôpital aura réservé un logement pour un agent, il pourra être récupéré, sous un délai de six mois, si l'agent change de métier ou quitte l'établissement et être réattribué à un nouvel arrivant.

Plusieurs leviers techniques et attendus par les élus locaux et les directeurs d'administrations sont prévus par le texte. Entre autre disposition, le rétablissement de la gestion en stock avec des logements identifiés physiquement plutôt qu'en flux pour certains métiers comme les surveillants pénitentiaires ou les policiers. Le texte permet également plus de souplesse pour densifier le foncier public avec une autorisation de dérogations aux plans locaux d'urbanisme (PLU) afin de construire sur des terrains appartenant à l'État ou à des employeurs publics, comme les hôpitaux. Un dernier article permet aussi aux hôpitaux de valoriser leur patrimoine immobilier, parfois vieillissant ou inadapté aux soins, pour le transformer en logements pour leur personnel.

Numérique : le gouvernement précise ses ambitions en matière de commande publique

Par Victoria Beurnez

4-5 minutes

La ministre déléguée, chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique, Anne Le Hénanff, était auditionnée par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale ce mardi 13 janvier. Une audition qui avait pour vocation d'entrer dans le détail de ses ambitions en matière de numérique et de sa feuille de route.

C'était donc l'occasion pour la ministre de passer en revue les éléments sur le sujet de la commande publique, la volonté d'une refonte, notamment sur les achats attenants au numérique, ayant déjà été évoquée par l'exécutif. Anne Le Hénanff est en particulier revenue sur le projet de circulaire visant à encadrer ces derniers.

Un “ *guide d'achat clé en main*”

“ *Il s'agit d'un guide d'achat, clé en main, des produits, destinés aux acheteurs*”, a précisé la ministre. Cet “ *outil opérationnel* ” reprendra les grands principes de sécurité, performance, souveraineté, protection des données et de coût inhérents aux achats publics numériques. Autant de sujets dont veut désormais s'emparer l'exécutif pour faire de la commande publique un “ levier ”, alors que les questions de sécurité et souveraineté cristallisent régulièrement le débat notamment porté sur la question de la dépendance aux solutions extra-européennes.

Lire aussi : [Les parlementaires veulent faire évoluer la commande publique numérique](#)

La ministre a d'ailleurs été interrogée, à plusieurs reprises, sur la question. “ *Nous pensons que la commande publique est un levier essentiel pour accompagner l'offre en France, et contribuer à notre autonomie et indépendance stratégique*, a-t-elle abondé.

Nous nous devons d'être exemplaires sur le sujet, au niveau de l'État et des collectivités, de montrer la voie à une préférence. Et, lorsque cela est possible, quand l'offre existe, de choisir des acteurs privés qui permettront le passage à l'échelle et assureront le maintien du développement économique” .

Des arbitrages public – privé à définir

Cette circulaire, qui devrait repositionner les responsabilités de l'État en tant qu'acheteur, est également attendue du côté des territoires. “ *Pourquoi produire nous-mêmes ce qui existe déjà sur le marché*”, a évoqué la ministre ? C'est, certes, l'une des grandes questions que se posent les acteurs économiques du numérique ; alors même que la Direction interministérielle du numérique a bien engagé sa démarche du côté des start-ups d'État, la ministre entend faire de la commande publique “ *un soutien à l'offre dans les territoires pour les TPE-PME*”. Deux volontés qui ne sont pas exclusives, mais qui devront être clarifiées par le document attendu, dont elle affirme qu'elle va “ *changer et mettre en place un moment pivot pour l'achat public*” .

Lire aussi : [Le partenariat de Mistral AI avec le ministère des Armées est désormais officiel](#)

A noter que les directives devraient prendre, d'ailleurs, à plus haut niveau : 2026 devrait voir évoluer la directive-cadre européenne sur la commande publique, et la France “ *compte jouer un rôle moteur pour favoriser des achats tournés vers les offres européennes*” , l'Hexagone ayant déjà engagé des groupes de travail pour proposer des définitions mobilisables au niveau européen.

Des nouvelles du “filtre anti-arnaques”

Un serpent de mer a refait surface lors de cette audition : la ministre a été interrogée sur la mise en place du “filtre anti-arnaque”, promis par Bercy et surtout inscrit dans la loi sur la Sécurisation de l'espace numérique – loi Sren. Selon les dires d'Anne Le Hénanff, “ *le décret est toujours en cours de préparation*”. La ministre doit s'entretenir, justement, ce mercredi 14 janvier avec des députés au fait du dossier pour en discuter, “ *de derniers arbitrages au niveau RH* ” devant être réalisés pour venir à bout de ce chantier, dont la responsabilité a été confiée à l'Office anti-cybercriminalité.